ÉTAT POLICIER

... ici, ailleurs, partout !

LE JOURNAL DU 15 MARS 2017 - GRATUIT

MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

15 MARS 2017
19H
PLACE VALOIS
COIN ONTARIO ET VALOIS

POUR EN FINIR AVEC LA REPRESSION: MULTIPLIONS LES ACTIONS!

21e JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

table des matières

p.3 21e Journée Internationale contre la Brutalité Policière

p.4 21th International Day Against Police Brutality

p.5 Fête du 375e, Squeegee punks et nettoyage social

p.7 Chile el paraiso neoliberal

p.8 Chili, le paradis néolibéral

p. 9 HOMA, le quartier des possibles... pour eux.

p.10 HOMA, le quartier des possibles... pour eux. (partie 1)

p.11 1890-2016 Louis Cyr, la police et l'embourgeoisement de St-Henri

p.12 1890-2016 Louis Cyr, the police and the gentrification of St-Henri

p.13 A people's history of St-Henri

p.14 Une histoire populaire de St-Henri

p.15 HOMA, le quartier des possibles... pour eux. (partie 2)

p.16 HOMA, le quartier des possibles... pour eux. (partie 3)

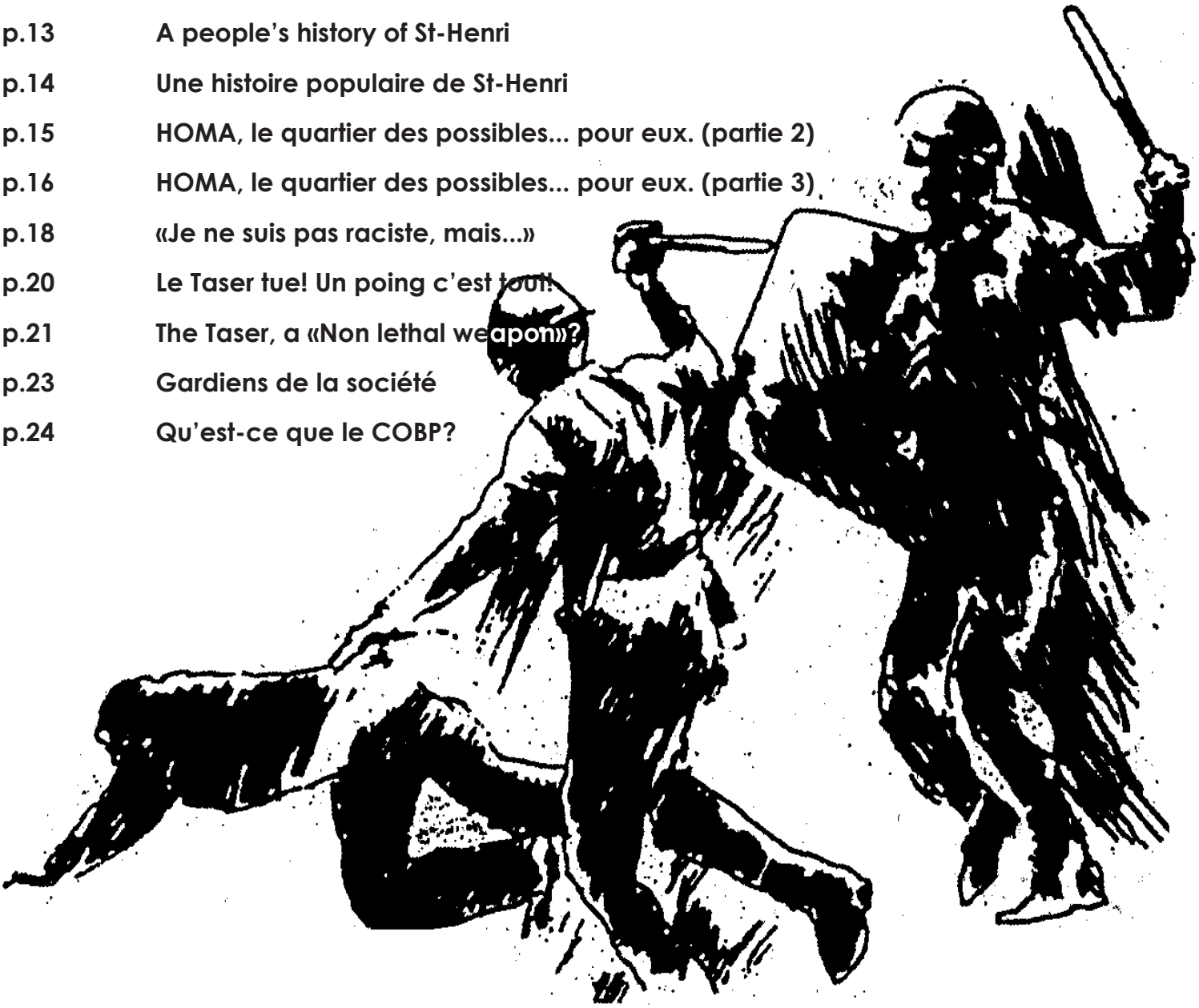
p.18 «Je ne suis pas raciste, mais...»

p.20 Le Taser tue! Un poing c'est tout!

p.21 The Taser, a «Non lethal weapon»?

p.23 Gardiens de la société

p.24 Qu'est-ce que le COBP?



POUR EN FINIR AVEC LA RÉPRESSION : MULTIPLIONS LES ACTIONS ! 21e JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

Depuis plus d'une décennie, le COBP dénonce, à travers la journée internationale contre la brutalité policière, plusieurs thèmes qui touchent les policiers-ères : le nettoyage social, la militarisation, l'impunité, le profilage social/racial/politique, la dérive sécuritaire, etc. Nous constatons de plus en plus que peu importe les aspects du travail policier dénoncés, il n'y a absolument rien qui change : les recommandations de la commission Ménard, suite au printemps 2012, dorment dans un tiroir de bureau; l'enquête du coroner, suite à la mort d'Alain Magloire, dort probablement elle aussi dans un tiroir de bureau; les 36 dossiers de plaintes des femmes de Val d'Or contre les flics de la SQ ont été rejetés. Bref, plus on avance dans le temps et plus c'est pareil : les flics se donnent la permission de tout faire et s'en sortent impunément.

Le COBP a constaté plusieurs changements durant 2016 et a décidé cette année de sortir de ce noyau de dénonciation et d'aller vers un appel unitaire et constructif pour la manifestation annuelle contre la brutalité policière 2017. Nous avons donc choisi comme thème : Pour en finir avec la répression : multiplions les actions ! Plusieurs raisons basées sur des événements qui sont survenus en 2016 ont motivé le choix du thème: la manifestation du 15 mars 2016 a eu lieu du début à la fin pour une rare fois, et ce, sans voir le bout du nez de la brigade urbaine et de l'anti-émeute, la manif du 1er mai qui a été tolérée plus de deux heures avant que les gens de la manif s'écœurent et attaquent un poste de police, les multiples manifestations durant 2016 qui ont réussi à prendre la rue (souvenons-nous ici que pendant deux ans nous commencions les manifs en souricières), les actions directes qui ont été réalisées contre les pipelines et les oléoducs, l'émeute de Montréal-Nord lors de la journée de commémoration de l'anniversaire de naissance de Fredy Villanueva et le décès de Bony Jean-Pierre durant laquelle un poste de police a été saccagé et une banque allumée en feu, les multiples attaques dans Hochelaga et dans le sud-ouest de Montréal, le sabotage de caméras, les différentes occupations de terrains pour diverses revendications, ou encore les victoires en Cour pour invalider des règlements municipaux. Bref, que ce soit dans les manifestations ou dans la vie de tous les jours, que ce soit lors d'actions plutôt pacifiques ou d'actions plutôt radicales, les gens s'unissent, luttent et commencent tranquillement à s'approprier des alternatives pour agir dans toutes les luttes que la police se réjouit de réprimer : la lutte antipolice, anticapitaliste, antigentrification, contre le milieu carcéral, les pipelines et les oléoducs, la lutte pour sortir les itinérants-es de la rue, la lutte féministe, syndicale, antifasciste, autochtone, queer, trans, etc. Une bonne riposte doit être imminente et doit se faire non seulement par les manifestations, mais également par les actions directes dans la vie quotidienne.

2016 aura été marquée par un «remaniement» de la répression policière. Malgré le pseudo mini relâchement de la répression dans nos manifs impliquant, par exemple, l'arrêt des arrestations de masse, les trappes à tickets sévissent de plus en plus, entre autres, contre les automobilistes, les cyclistes, les usagers-ères du métro, les sans-abri. De plus, les journalistes se font épiés-es par le SPVM! Naturellement, les chicanes internes au SPVM sont pires que pire en ce moment. Nous savons très bien que ce ''relâchement'' n'est pas dû au fait qu'on a un nouveau chef de police, mais plus au fait qu'il y a eu de multiples et multiples victoires face à des contestations de tickets et face aux règlements municipaux invalidés dont les flics aimaient tant se servir pour nous réprimer. De plus en plus, les gens font l'effort de contester leurs tickets, quand d'autres développent, à leurs façons, de nouvelles tactiques de dérangement public.

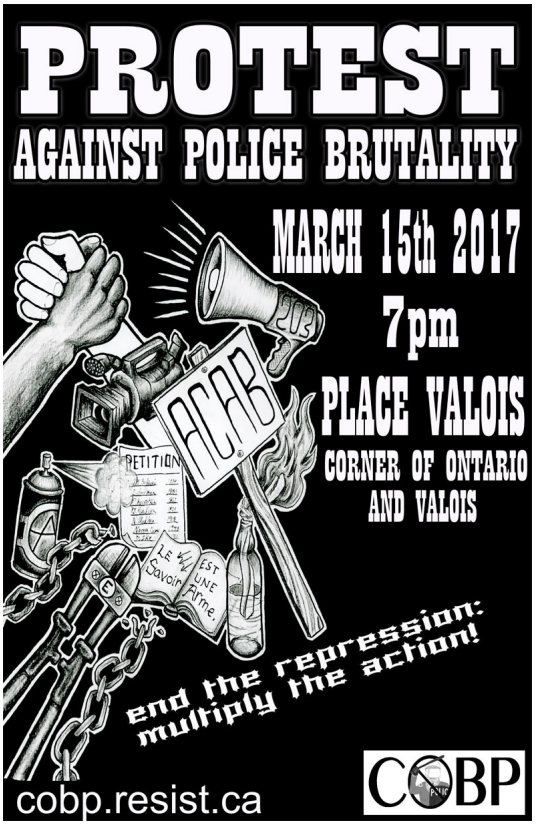
Nous sommes des jeunes et des moins jeunes écœuré-es de ce système qui se nourrit des prisons et de son bras armé qu'est la police. Nous devons arrêter de parler de rapport de force et le mettre en pratique dès maintenant ! Nous devons une fois pour toutes nous regrouper et faire face à cette répression. C'est donc pour toutes ces raisons que le COBP vous invite à la 21e manif annuelle qui aura lieu le 15 mars à 19 h la Place Valois (coin Ontario et Valois)

Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière

END THE REPRESSION: MULTIPLY THE ACTION!
21TH INTERNATIONAL DAY AGAINST POLICE BRUTALITY!

For more than a decade, the COBP has denounced, through the International Day against Police Brutality, several issues affecting police officers: social cleansing, militarization, impunity, social / racial / political profiling, Drift, etc. We are seeing more and more that no matter what aspect of police work is denounced, there is absolutely nothing that changes; The recommendations of the Ménard commission following the spring of 2012 sleeps in an office drawer, the coroner's inquest following the death of Alain Magloire, that is probably also sleeping in an office drawer, the 36 women's complaint files from Val d'Or against the cops of the SQ that were rejected. In short, the more we advance in time, the more it is the same: the cops give themselves permission to do everything and get away with impunity.

The COBP observed several changes during 2016 and decided this year to leave this nucleus of denunciation and to move towards a unitary and constructive appeal for the annual demonstration against police brutality 2017. We therefore chose as theme: END THE REPRESSION: MULTIPLY THE ACTION! Several events that occurred in 2016 motivated the choice of the theme: For the first time the demonstration of March 15, 2016 took place without seeing the urban brigade and the anti-riot, the May 1 demonstration was tolerated more than two hours before the people of the demonstration were disgusted and attacked a police station, multiple demonstrations during 2016 that managed to take the street (Remember here that for two years we were starting mousetrap demonstrations), the Montreal North riot on the day of Fredy Villanueva's birtday commemoration, and also the death of Bony Jean-Pierre



during which a police station was Ransacked and a bank was on fire, multiple attacks in Hochelaga and southwest Montreal, sabotage of cameras, various occupations of land for various claims, or the victories in progress to invalidate municipal by-laws. In short, as much as in demonstrations as in everyday life, people unite, struggle and quietly begin to find alternatives to act against the police that rejoice to repress: the anti-police struggle , Anti-capitalist, anti-gentrification, against the prison environment, pipelines and pipelines, the struggle to escape the itinerants of the street, the feminist, union, antifascist, aboriginal, queer, trans, etc. A good response is imminent and must be done not only by protests but also by direct actions in everyday life.

2016 was marked by a «reshuffle» of the police repression. Despite the pseudo mini relaxation of the repression in our protests, for example, the end of mass arrests, ticket traps are getting worse and worse, among others are, the motorists, cyclists, subway users and the homeless. In addition, journalists are being watched by the SPVM! Naturally, the arguments inside the SPVM are getting worse by the moment. We know very well that this «relaxation» is not due to the fact that we have a new chief of police but more because there has been multiple victories against tickets and invalid municipal by-laws which the cops love to use to repress us. Increasingly, more people are making the effort to contest their tickets, while others are developing, in their own way, new tactics of public disturbance.

We are young people and old people that are disgusted by this system, which feeds on prisons and its armed arm, the police. We must stop talking about the balance of power and put it into practice now! We must once and for all unite and face this repression. It is for all these reasons that the COBP invites you to the 21th annual event that will take place on March 15th at 7pm at Valois Place (corner of Ontario and Valois).

The Collective Opposed to Police Brutality

FÊTE DU 375E, SQUEEGEE PUNKS ET « NETTOYAGE » SOCIAL

Historique

« La police de Montréal fait du nettoyage social sur le dos des itinérants avec l'assentiment de la Ville de Montréal. » Est-ce que ça vous rappelle des souvenirs? Cette citation provient d'un rapport de la commission des droits de la personne du Québec, blâmant la ville et le SPVM pour son profilage social. Un rapport tabletté depuis maintenant huit ans. La situation ne s'est guère améliorée depuis : la Ville ne cesse de fermer les parcs et d'y chasser les itinérantEs qui tentent d'y survivre. Il n'y a plus d'endroits à Montréal où les sans-abri peuvent dormir sans être dérangés par les cochons.

Comme les règlements de la ville le stipulent, il est seulement possible de passer la nuit dans les squares, les parcs étant fermés après minuit. Par conséquent, la police passe dans les parcs entre 20 h et 20 h 30 pour sortir les itinérantEs. La police les rameute touTEs autour de l'accueil Bonneau, sur un petit espace de gazon artificiel, exposé aux vents et aux regards de tout le monde. C'est pourquoi les itinérantEs tentent tant bien que mal de dormir dans des coins cachés un peu partout en ville, et c'est pourquoi la police fait le tour de ces mêmes cachettes pour les y sortir. Le quartier huppé de Griffintown est même allé jusqu'à installer des blocs de pierre près du canal Lachine faisant office de bancs de parc. Or, légalement selon la police, le canal Lachine n'est pas un parc et ces blocs de pierre ne sont pas des bancs. Les cochons en profitent donc pour chasser toutes les personnes désespérées qui essaient de s'y étendre, faisant effectivement un « nettoyage » social de ce repaire de richards.

Qu'en est-il des squeegee punks?

On oublie qu'il s'agit d'un travail qui a plus de deux cents ans, ayant apparu initialement comme solution de dernier recours pour les enfants abandonnés des villes industrielles anglaises. Les rues des villes étant effectivement si sales, qu'il était nécessaire d'avoir des « crosssing sweepers » afin d'éviter de se remplir les bottes de boue et de merde de cheval. Nos riches crosseurs modernes ont depuis troqué leurs bottes cirées pour de rutilantes Cadillac, et les marginaux ont troqué leurs balais pour des squeegees. La répression, elle, est demeurée la même. La matraque du policier s'abattait avec autant de vigueur sur les enfants de Dickens du XIXe siècle qu'elle le fait aujourd'hui sur nos punks du XXIe.

Montréal a illégalisé officiellement la pratique du squeegee en 1996, dans le cadre d'un règlement municipal. Ce règlement a été avalisé au niveau provincial par l'article 448 du code de la sécurité routière du Québec. L'Ontario a suivi le pas peu après en 1999, et la Colombie-Britannique a fait de même en 2004. Et c'est sans compter sur les maires de ville adeptes de « Rudy » Guiliani, qui s'est rendu célèbre notamment par sa répression sur les itinérantEs en général, et les squeegees en particulier. De nos jours, les politicienNEs municipaux ne se gênent même plus pour promettre un tel « nettoyage » social.

Harcèlement et intimidation

Si le SPVM possède une équipe de support aux personnes itinérantes (EMRII, Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance), il s'agit malheureusement d'une équipe de deuxième ligne qui n'emploie que dix personnes. Il est beaucoup plus probable pour une personne itinérante d'être en contact avec les centaines de cochons de première ligne, et ce contact se fait malheureusement souvent à coups de pied. UnE itinérantE qui se fait pogner à dormir dans un coin se verra effectivement réveiller à coups de pieds. Le cochon de service forcera ensuite la personne itinérante à se lever, et en profitera pour essuyer ses bottes, généralement mouillées, à l'intérieur du sac de couchage de celle-ci. L'objectif est simple : provoquer une altercation, dissuader la personne itinérante de rester dans le quartier, forcer celle-ci à déménager en taule ou bien dans un quartier plus périphérique. Bref, « nettoyer » le centre-ville.

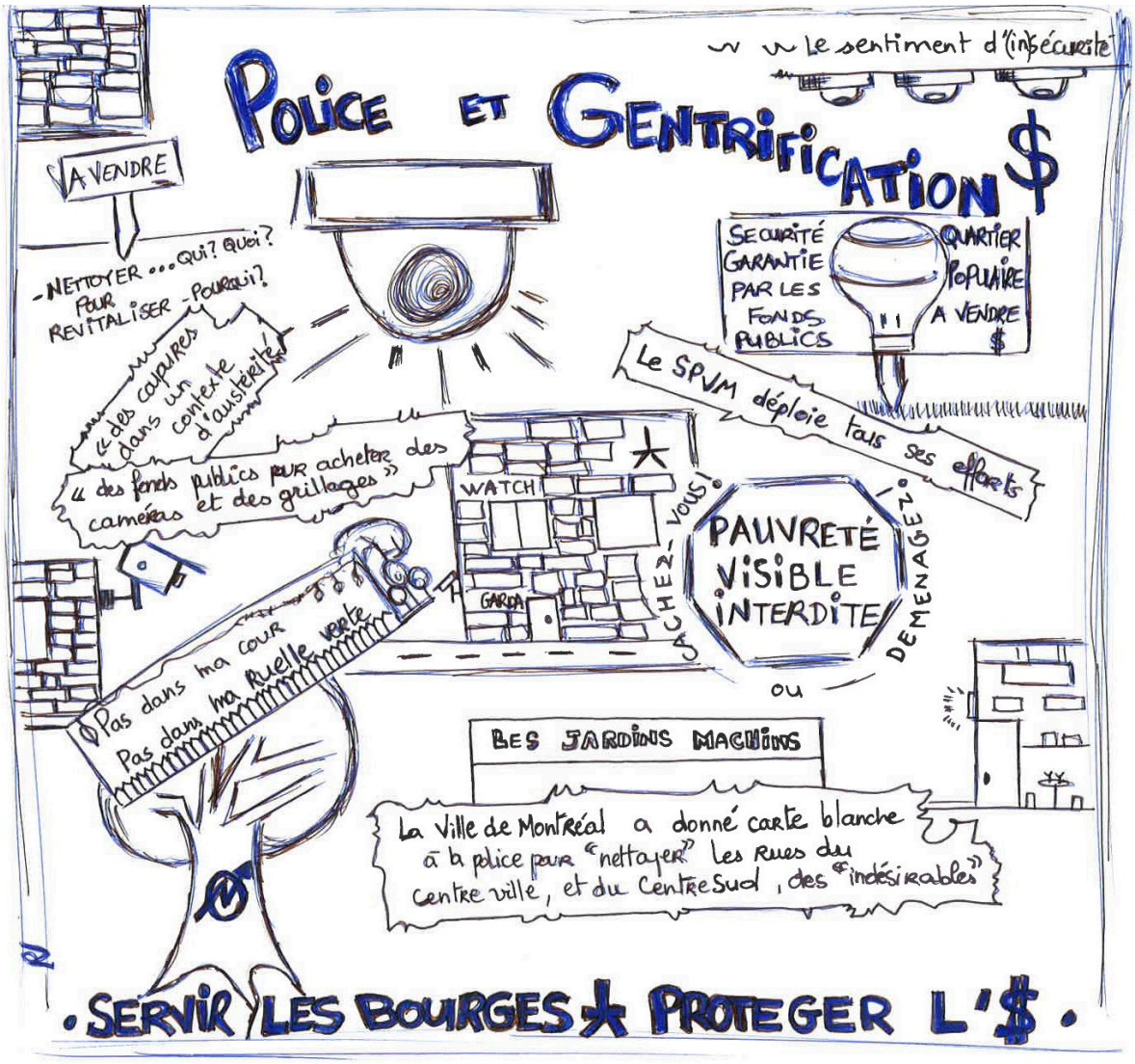
Pour les squeegees de Montréal, cet objectif se présente sous la forme de tickets et d'accusations bidon. Un squeegee parle à unE passantE sur le trottoir? Il sera accusé d'intimidation. Une squeegee se fait donner un cinq cenne, et de frustration, va le relancer dans la voiture? Elle sera accusée de voie de fait armée. N'importe quel prétexte est bon pour les cochons du SPVM pour sortir un squeegee de la circulation et l'éloigner du centre-ville. Et dans les seuls espaces où leur présence est tolérée, comme durant la nuit des sans-abri, les Gardas s'assurent qu'ils et elles ne vont pas faire une action répréhensible comme, comble de l'horreur, essayer de dormir dans un coin.

Le documentaire S.P.I.T. (Squeegee Punks In Traffic) a maintenant seize ans. En seize ans, la situation n'a fait qu'empirer. Le SPVM, les Gardas, et même le public peuvent s'attaquer en toute impunité aux squeegees, appuyés en ce sens par une série de maires véreux et de riches propriétaires qui ne cherchent qu'à « nettoyer » le centre-ville de toutes traces de personnes le moindrement marginales. Les citoyenNEs de la ville de Montréal se sont scandalisées par le passé par les pics anti-itinérantEs. Ces pics ne sont pas nécessaires. Coderre et ses chiens sont les meilleurs pics anti-itinérantEs qu'une ville pourrait souhaiter.

La réplique?

À Ottawa, les itinérantEs se sont organiséEs et ont formé le « syndicat des clochards d'Ottawa », supporté en ce sens par l'Industrial Workers of the World (IWW). Ce syndicat regroupe aussi les squeegees de la ville. Depuis sa formation en 2003, ce syndicat a organisé des actions contre les associations de propriétaires et les maires de la ville, qui ont passé de multiples règlements, parfois inconstitutionnels, pour « nettoyer » la ville de leur présence.

À Montréal, la solution n'est peut-être pas syndicale, mais elle est certainement solidaire. En cette année de 375e de Montréal et de 150e du Canada, on ne peut laisser les mains libres aux cochons de Coderre. Lorsque l'on voit le SPVM aborder les squeegees, restons à proximité et observons-les. Sortons nos cellulaires, pour celles et ceux qui en ont, et filmons-les. Les flics nous espionnent quotidiennement, rendons-leur la pareille. Rappelons-leur qu'eux et leur bande de riches propriétaires ne sont qu'une poignée, et que nous sommes des millions. Ils veulent avoir une fête pour le 375e de la ville? Organisons-leur une surprise qu'ils n'oublieront pas de sitôt.



CHILE EL PARAISO NEOLIBERAL

Por Marcelo Quintrileo

Chile ha sido el laboratorio Neoliberal que mediante una dictadura militar implemento este modelo económico que ha costado vidas y un daño irreversible para el medio ambiente. Posteriormente, los gobiernos liberales que le siguieron han perfeccionado el modelo; una de las herramientas vitales para el desarrollo de este inhumano sistema económico ha sido la Constitución Política de la Republica y todas las leyes que le siguen. Creadas para proteger y amparar la propiedad privada y el desarrollo de grandes empresas entre ellas las forestales. Otro auxiliar del modelo son las Fuerzas Armadas y las Policías que vienen a ser los "guardianes de las empresas" y en general del modelo.

El pasado 18 de diciembre de 2016 en el sector de Kurako[1] cerca de la comuna de Collipulli en el Wallmapuche[2] a tan solo 20 metros de su casa en la ruta- 49 un joven Mapuche de 17 años; Brandon Hernández Huentecol recibe 100 perdigones en su espalda, por una escopeta calibre 12 disparada por el Sargento de Fuerzas Especiales de Carabineros Cristian Rivera. Esta brutal agresión ocurrió sin motivos aparentes, solo la curiosidad de Brandon y su hermano quienes fueron a observar un belicoso control que efectuaban estos funcionarios policiales a un vehículo. Situación que despertó la paranoilla de este Sargento de Fuerzas Especiales que vio en estos niños Mapuche un enemigo y disparo por la espalda sin ninguna razón ni criterio. Brandon logro sobrevivir y ha debido ser intervenido quirúrgicamente en numerosas ocasiones, para extraerle la gran cantidad de perdigones alojados en su cuerpo. Por su parte, el funcionario de Fuerzas Especiales como es lo normal en esta situación y debido a que Carabineros en Chile están sometido a una jurisdicción especial como es la Fiscalía Militar, esta impune siendo sometido a una tímida investigación.

Los cien perdigones que recibió Brandon por el solo hecho de vivir en una zona de resistencia Mapuche que viene desde hace años luchando contra el modelo neoliberal buscando la libertad y la dignidad, son cien advertencia que hace la represión policial a todos los luchadores sociales, son cien golpes que las empresas forestales hacen al pueblo

Mapuche para hacer sentir su poder, son cien latidos de un pueblo que se ha decidió a cambiar la historia, son cien lamentos de la Ñuke Mapu que sufre por la depredación forestal.

Brandon tuvo suerte otros peñi[3] weichafe[4] que murieron luchando por la recuperación de las tierras como Alex Lemun Saavedra, Matías Catrileo Quezada y Mendoza Collio a manos de Carabineros son crímenes impune, son los ejemplos como el Estado está al servicio y protección de la propiedad privada de las grandes empresas forestales que han saqueado el Wallmapuche.

El ordenamiento jurídico en Chile es el marco protector del modelo Neoliberal, por ello el código Penal vigente desde 1874 fue creado por la oligarquía que busco en esta norma criminalizar la demanda social y proteger la propiedad privada. El código Procesal Penal vigente desde el año 2000 viene a modernizar el proceso penal, pero esto fue el resultado de las presiones de diversos personajes del poder económico "los dueños de Chile" entre ellos Juan Agustín Eduward. Quienes ven en el proceso oral una mayor eficacia para reprimir los delitos. Esta reforma procesal penal, debuto en la Región de la Araucanía en el territorio Mapuche, con la aplicación de la Ley Antiterrorista contra dos Lonko Mapuche y contra la organización Mapuche Coordinadora Arauko-Malleko a petición del presidente de turno el socialista Ricardo Lagos.

Hoy tras diversas modificaciones al código Procesal Penal se le han otorgado mayores facultades a los Fiscales del Ministerio Publico y a las Policías, así como también una comisión encargada por el gobierno de Bachellete, en busca de modificaciones a la ley antiterrorista con el fin de mejorarla como una herramienta eficaz y otorgar mayores atribulaciones para espiar la vida privada de las personas y organizaciones sociales.

Hoy, tras el desastre del mega Incendio que afecta la zona central de Chile y que tiene como principal responsable a las empresas forestales y al Estado que no reguló los espacios donde están emplazadas las plantaciones, cerca de viviendas y de los suburbios de muchas ciudades. El Gobierno ha declarado zona de excepción Constitucional, lo que permite que las Fuerzas Amadas tomen el control del orden público. Curiosamente la zona de la Araucanía, ha sido declarada en estado de excepción, aunque felizmente la región no se ha visto afectada por grandes incendios, se dispuso el nombramiento del General

1 Kurako: Agua de piedras.

2 Wallmapuche: Denominación en lengua mapuche que hace referencia al espacio territorial en que habitan los Mapuche.

3 Peñi: hermano.

4 Wichafe: guerrero.

Juan Gonzales como Jefe de la Defensa Nacional de la Araucanía, quien cuenta con mil quinientos soldados desplazados en el Wallmapu. Señala el militar que su objetivo es el "Control Territorial de la Araucanía" es decir una segunda ocupación para reprimir la voluntad de un pueblo de lograr la Independencia.

El Pueblo Mapuche ha denunciado el actuar de los militares y policías que han cercado la zona de resistencia Mapuche sin razón aparente, ello ha llevado que este pasado dos de Febrero una caravana de vehículos blindados de militares ingreso a la zona de resistencia de Temukuykuy donde fueron repelidos en una acción que demuestra el control Mapuche y la voluntad de no dejarse amedrentar.

CHILI, LE PARADIS NÉOLIBÉRAL

Par Marcelo Quintrileo

Le Chili a été le laboratoire néolibéral qui, grâce à l'appui de la dictature militaire, a mis en œuvre ce modèle économique, modèle qui a coûté la vie à de nombreuses personnes et causé des dommages irréversibles à l'environnement.

Les gouvernements libéraux qui ont suivi ont ensuite raffiné le modèle. Un des outils essentiels qui a permis le développement de ce système économique inhumain a été la Constitution Politique de la République et toutes les lois qui s'y rattachent. Ces lois ont en effet été créées pour protéger et renforcer la propriété privée et le développement de grandes entreprises, parmi lesquelles les entreprises forestières. Les Forces armées et la Police sont également des éléments importants, puisqu'elles jouent le rôle de « gardiens » des entreprises, mais aussi, de façon plus générale, de gardiens du modèle néolibéral lui-même.

Le 18 décembre 2016, dans le secteur de Kurako[1], près de la commune de Collipulli, dans le Wallmapuche[2], sur la route 49 et à seulement 20 mètres de sa maison, un jeune Mapuche de 17 ans, Brandon Hernández Huentecol, a reçu dans le dos pas moins de 100 plombs, tirés avec un fusil de calibre 12, par le Sergent des Forces spéciales des Carabineros, Cristian Rivera. Rien ne justifiait cette agression brutale, sinon la curiosité de Brandon et de son frère, qui ont voulu observer une opération de contrôle sur un véhicule, effectuée de façon agressive par des policiers. C'est cette situation qui a provoqué la réaction paranoïaque du Sergent des Forces spéciales, qui a cru voir dans ces enfants Mapuche un ennemi potentiellement dangereux et leur a tiré dans le dos, sans autre raison ni justification. Brandon a survécu, mais il a dû subir un nombre important d'interventions chirurgicales pour retirer de son corps tous les plombs qui s'y étaient logés. De son côté, le fonctionnaire des Forces spéciales a été soumis à une enquête timide qui n'a entraîné pour lui aucune conséquence. Il demeure donc impuni, ce qui est fréquent dans de telles situations, les Carabineros du Chili étant régis par une juridiction spéciale, celle du tribunal militaire.

Les cent plombs reçus par Brandon, pour la seule et unique raison qu'il vit dans une zone de résistance Mapuche, un peuple qui lutte depuis des années contre le modèle néolibéral pour reconquérir sa liberté et sa dignité, sont autant d'avertissements que lance la machine de répression policière à tous ceux qui luttent pour la justice sociale. Ce sont cent coups assénés par les entreprises forestières au peuple Mapuche pour réaffirmer son pouvoir, mais aussi cent battements du cœur d'un peuple qui a décidé de changer le cours de l'histoire, cent lamentations de la Ñuke Mapu qui souffre de la prédation des forêts.

Brandon a eu malgré tout plus de chance que d'autres peñi[3] weichafe,[4] qui sont morts en luttant pour la récupération de leurs terres, comme Alex Lemun Saavedra, Matías Catrileo Quezada et Mendoza Collio. Ces derniers sont tous morts aux mains des Carabiniers, dont les crimes restent eux aussi impunis. Ce sont des exemples qui illustrent le fait que l'État est au service de la propriété privée et protège les entreprises forestières, pourtant responsables du saccage du Wallmapuche.

Au Chili, le système juridique constitue le cadre qui protège le modèle néolibéral. C'est pourquoi le Code pénal, en vigueur depuis 1874, a été créé par l'oligarchie, qui cherche par ce moyen à criminaliser les revendications sociales et à protéger la propriété privée. Le Code de procédure pénale, en vigueur depuis l'année 2000, a permis la modernisation du processus pénal, mais c'est le résultat de pressions exercées par diverses personnalités issues du pouvoir économique, ceux qu'on appelle « les propriétaires du Chili », dont, entre autres, Juan Agustín Eduward. Ceux-ci voient dans le processus oral un moyen plus efficace pour réprimer les délits. La mise en œuvre de cette réforme du processus pénal a débuté dans la région de l'Araucanie, sur le territoire Mapuche, avec l'application de la Loi antiterroriste à l'encontre de deux Lonko Mapuche et de l'organisation Mapuche Coordinadora Aruko-Malleko, ceci à la demande du président d'alors, le socialiste Ricardo Lagos. Aujourd'hui, le pouvoir des Procureurs du Ministère public et des Forces policières a été renforcé par le biais de diverses modifications au Code de procédure pénale. On a également renforcé celui de la commission chargée par le gouvernement

1 Kurako: Eau de roche

2 Wallmapuche: Appellation en langue mapuche du territoire sur lequel vivent les Mapuche

3 Peñi: Frère

4 Wichafe: Guerrier

Bachelet d'apporter des modifications à la Loi antiterroriste, afin de la rendre plus efficace et de lui donner plus de marge de manœuvre, pour espionner les organisations sociales et la vie privée des personnes.

Aujourd'hui, à la suite du désastre provoqué par le gigantesque incendie qui a touché la zone centrale du Chili, celle-ci a été déclarée « zone d'exception constitutionnelle » par le gouvernement, ce qui permet aux Forces armées de prendre le contrôle de l'ordre public. Pourtant, les principaux responsables de cette catastrophe sont les entreprises forestières, mais aussi l'État chilien, qui n'a imposé aucune réglementation concernant les terrains où sont situées les plantations d'arbres, particulièrement celles se trouvant à proximité de zones habitées et de banlieues de plusieurs villes.

Curieusement, la zone de l'Araucanie a elle aussi été déclarée « zone d'exception », même si, heureusement, la région n'a pas été affectée par les feux de forêt. Le Général Juan Gonzales a été nommé Chef de la défense nationale de l'Araucanie, qui compte mille cinq cents soldats répartis sur le territoire du Wallmapu. Le Général a déclaré que son objectif est le « contrôle du territoire de la Araucanie », ce qui signifie dans les faits une deuxième occupation pour tenter de briser la volonté d'un peuple d'obtenir son indépendance.

Le peuple Mapuche a dénoncé le comportement des militaires et des policiers qui ont encerclé la zone de résistance Mapuche, sans aucune raison, provoquant les événements qui ont eu lieu le 2 février dernier, alors qu'un convoi de véhicules blindés de l'armée est entré dans la zone de résistance de Temukuykuy, mais a été repoussé grâce une mobilisation importante, ce qui prouve le contrôle que le peuple Mapuche exerce sur son territoire et sa volonté de ne pas se laisser intimider.

HOMA, LE QUARTIER DES POSSIBLES... POUR EUX.

CHLAG.INFO

Analyse du rôle et discours de la SDC des promenades Hochelaga.

INTRODUCTION

Récemment, Pierre Lessard Blais, président de la société de développement commercial des promenades Hochelaga (accessoirement propriétaire de l'Espace Public et candidat pour Projet Montréal) nous a affirmé que la gentrification était principalement un problème de logements, pas de commerces. Désolé Pete, mais l'offre commerciale d'un quartier et sa composition sociale, c'est pas mal plus lié que ce que t'affirmes. Commerces et Condos sont tout aussi gentrificateurs et vont de pair.

Les artistes et étudiants entraînent les commerces trendy qui entraînent les condos qui entraînent les super-artistes, les supers-commerces, les super-condos et ainsi de suite. Pendant que les Samcon et autres bâtisseurs de condos en carton trouvent toutes les crosses possibles pour ne pas construire de logement social, des nouveaux riches s'achètent des blocs au complet pour les transformer en palaces. MAIS! Ils viennent parce que c'est rendu tellement « authentique et créatif » HOMA. Tous tes cafés préférés sont là, tu peux même inviter tes chums du Plateau à venir souper dans Hochelag', au Valois ou à l'État Major, amener tes collègues de travail de la Rive Sud à sortir dans le hype du Monsieur Smith ou au Blind Pig sans mourir de honte d'habiter dans le quartier. Anyways, les pauvres vont bien finir par partir avec le temps, comme sur le Plateau.

Derrière le discours de mixité sociale, on voit dans les positions et les ambitions de la SDC un désir de nettoyage social et d'un quartier sans pauvres. La SDC s'occupe de l'activité commerciale de la rue Sainte-Catherine et Ontario. Elle a comme membres tout commerce qui se trouve où elle a « juridiction », incluant les commerces à bas prix qu'elle souhaite voir fermer.

On pourrait penser que c'est charrier un peu, mais en épluchant le plan stratégique de développement de la société de développement commercial (SDC) des Promenades Hochelaga-Maisonneuve, on comprend tout de suite que derrière les belles paroles qui décrivent Hochelaga comme « solidaire » et plein d' « entraide », on cherche à changer le quartier pour le rendre attirant aux « jeunes entrepreneurs enthousiastes (…) car ici, c'est le quartier des possibles ».

Ce plan de développement, c'est l'alignement de la SDC pour 5 ans (jusqu'en 2019) – même si depuis qu'il y a des critiques de la gentrification qui apparaissent dans l'espace public, ils en ont un peu honte. Parce qu'on se l'avouera, c'est pas vraiment défendable ce plan de développement, ils ont été un peu trop honnête dedans…

Les articles qui suivent cherchent à creuser trois aspects différents du plan de développement. Premièrement, « l'image de marque » qui obsède tant la SDC, deuxièmement sa vision de l'offre commerciale et ce qu'elle désire voir advenir sur Ontario et Sainte-Catherine, et enfin comment la SDC mobilise la figure du « résident » pour défendre son nettoyage social.

****** Toutes les citations « entre guillemets » viennent du plan de développement de la SDC. Si c'est pas au mot près, c'est reformulé pour être lisible*

Partie 1 – Image du quartier #Créatifetauthentique

Le rôle premier de la SDC semble être de créer un « positionnement » attractif, une « image de marque » pour le quartier. C'est les chiens en skateboard, les hot-dogs en feu et les autres conneries « authentiques et créatives » d'Hochelaga. Ce positionnement est supposé refléter l'image du quartier, qui se veut « être puissante, distinctive et respectueuse du passé du quartier ». On comprend qu'après s'être fait ramasser avec leur nouveau « HOMA », mauvaise imitation du quartier SOHO à New York, ils essayent autre chose. On rebrasse les cartes et maintenant, place à #creatifetauthentique!

« RESPECTUEUSE DU PASSÉ DU QUARTIER » – AUTHENTIQUE.

Utiliser le passé du quartier pour le transformer en image hype, c'est un truc vieux comme la gentrification. On le voit clairement dans St-Henri. On nous parle d'un quartier au passé ouvrier glorieux et blablabla. Les bars portent les noms d'architectes du quartier et autres »hommages » du genre. Mais on sait bien que le fait de commercialiser un passé ouvrier n'empêche en rien la gentrification. En fait, c'en est une étape importante. On n'a qu'à penser au Plateau Mont-Royal et sa constante nostalgie à la Michel Tremblay.

Parler du passée du quartier, c'est assumer un culture déjà morte, mise en musée. On garde une grue d'usine dans un condo, on prend des pauvres en photo. Mais plus que mise en musée, la culture ouvrière est maintenant mise en scène! Un peu comme des gens qui jouent aux Indiens avec des plumes derrière la tête, la SDC nous a offert pour Noël une boutique éphémère, « les ouvriers d'Hochelaga », joués par nos commerçants préférés. « L'événement est un clin d'œil au passé ouvrier ». Mais des fois, on oublie qu'il en reste encore des ouvriers dans Hochelaga et c'est pas les confectionneurs de vêtements de bébés bio à 50$. C'est du monde qui travaille dans la construction, à la ville de Montréal, dans des shops. DES OUVRIERS! DES OUVRIÈRES! C'est pas un concept très compliqué à comprendre, d'habitude. La SDC n'a pas semblé plus choquée que ça d'apprendre que près de 500 emplois disparaîtront d'ici 2018 avec la fermeture de l'usine à biscuits Christie. Pas que les biscuits Christie soient très éthiques ou quoi que ce soit, mais si on veut parler d'ouvriers et d'ouvrières, vaut mieux parler d'eux et elles que du proprio d'Électrik Kids…

On peut le dire franchement : Électrik Kids, ils font semblant d'être ben ben ouvriers et d'être machin-local, reste qu'ils vendent des vêtements dans plus d'une centaine de boutiques, dont en Californie, à New York, à Dubaï et au Qatar. La mondialisation des riches bébés bio made in Hochelaga. De quoi être fier de notre quartier.

ÊTRE UN PÔLE ARTISTIQUE HYPE – CRÉATIF.

Pour présenter la SDC aux entrepreneurs, on nous parle de faire des dépliants, en donnant comme exemple la Jamaica Avenue à New York. Le slogan de cette artère commerciale est Hip meets historic meets downtown (Quand tendance, histoire et centre-ville se rencontrent). On comprend que c'est pas mal dans le même genre de commercialisation qu'Hochelaga veut se lancer.

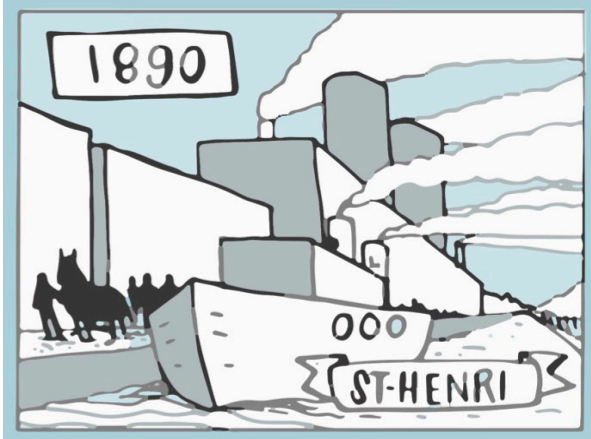
Et bien, c'est impressionnant comment les choses se parlent entre elles! Vicario et Martinez, deux sociologues de l'université du Pays Basque déterminent trois facteurs qui font qu'un quartier est intéressant pour la gentrification.[1] Il doit être placé stratégiquement (près du centre-ville, avec des infrastructures de transport), il doit y avoir un environnement culturel intéressant avec des prix de logements abordables et pour finir, il doit y avoir une population vulnérable, facilement déplaçable. Arrangeons-nous pour que la dernière étape n'arrive pas dans Hochelaga.

On dessine des pieuvres sur les trottoirs, on met des meubles design dans les rues, on favorise l'émergence de lofts artistiques sur Moreau et sur Sainte-Catherine. Mais attention, ce n'est pas n'importe quel artiste qui peut y être, seuls ceux qui peuvent se le permettre et qui ne dérangent pas.

Parce que c'est ça aussi la gentrification, la constante expulsion des plus pauvres. Les lofts Moreau sont un bon exemple. Plusieurs personnes y ont trouvé un logement et un lieu d'expérimentation artistique depuis les années 80.[2] Durant l'été 2013, après une vaste campagne de gentrification dans le quartier, l'arrondissement s'est décidé à expulser les artistes qui y habitaient. Après rénovations, c'est maintenant une upper-class d'artistes, des « professionnels » qui y ont leurs ateliers et qui y font sûrement des bijoux artisanaux et des photos laides en noir et blanc pour des prix exorbitants.

S'il y avait des gens « créatifs et authentiques » dans ce quartier, c'est bien les artistes des lofts Moreau. Alors, allez vous faire voir avec votre slogan récupérateur, votre image de marque et vos chiens en skateboard. Ce qui est sûr, c'est que c'est pas vos magasins de jus de canne à sucre et vos restos bourgeois qui le sont.

1890-2016: LOUIS CYR, LA POLICE, ET L'EMBOURGEOISEMENT DE ST-HENRI

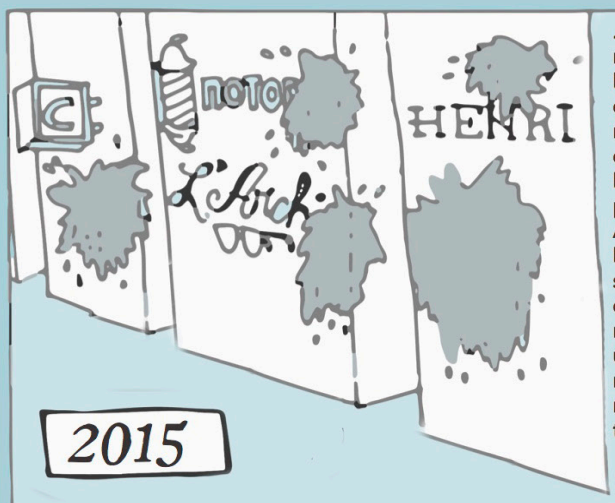


À St-Henri, vers la fin des années 1890, la rue Notre-Dame est un endroit disputé. L'élite commerçante fait appel aux autorités et à la police de la ville de St-Henri pour agrandir la rue et favoriser son développement avec l'industrie et les expropriations de même que l'application de divers règlements qui visent à priver la population plus démunie de l'usage des espaces publics.

Les conséquences? Des nouvelles lois interdisent la présence des travailleuses du sexe et des gangs de rues, et accroissent la présence policière.

La ville a même recruté Louis Cyr, l'homme-fort et héros consacré de St-Henri, pour donner à sa police une image forte.

Ces lois suscitent une résistance considérable. En fait, une nuit où Cyr tente s'arrêter une membre du Gang des Bleus (une bande du coin), il se fait tabasser par les complices du prévenu et tombe sans connaissance. Peu après Cyr lâche sa job. Aujourd'hui à St-Henri on lutte toujours contre les commerçants riches, les proprios, et la police, puisqu'ils sont tous complices dans l'exclusion systématique des résident.es les plus défavorisées.

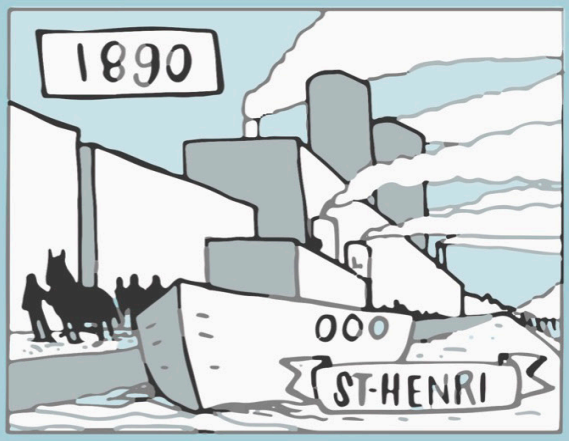


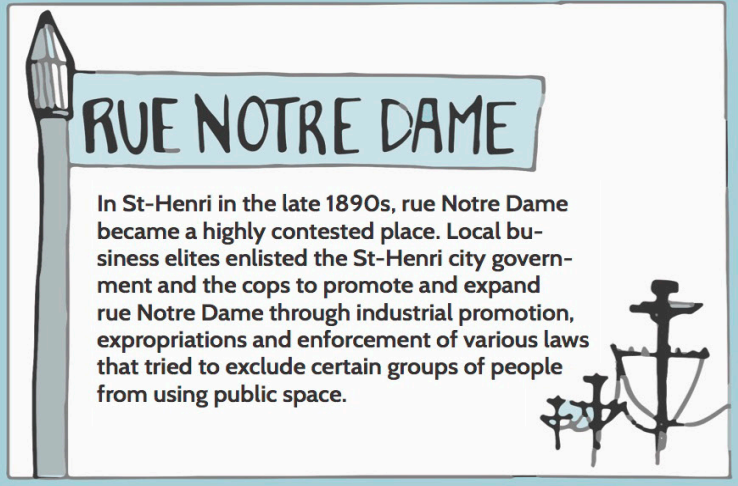
...Leur présence fait augmenter les loyers, chassent les commerces abordables, et ne contribue en rien aux besoins sociaux du quartier. De plus, pour les protéger, la presence policière est intensifiée ! Ainsi, la résistance contre la police et l'embourgeoisement continue. En 2016, des gens ont pillé pour des milliers de dollars dans une épicerie bobo de la rue Notre-Dame. La nourriture a ensuite été redistribuée dans le quartier.

En réponse au vandalisme de ses commerces, Corey Shapiro fait appel à des policiers en civil pour surveiller L'Archive et Campanelli et propose aux commerces sur Notre Dame d'embaucher une compagnie de sécurité privée. Quelle ironie que Campanelli ait fait peindre une murale de Louis Cyr sur son commerce! La murale a été vandalisée plusieurs fois déjà. La lutte de 1890 continue...

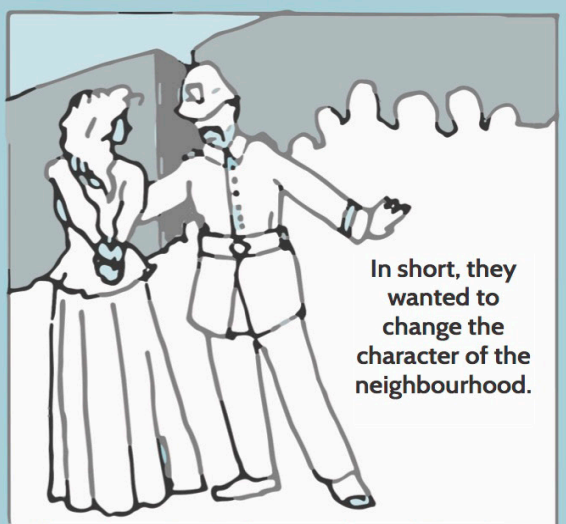
source : https://mtlcounter-info.org/louis-cyr-la-police-et-lembourgeoisement-de-st-henri/

1890-2016: LOUIS CYR, THE POLICE, AND THE GENTRIFICATION OF ST. HENRI





In St-Henri in the late 1890s, rue Notre Dame became a highly contested place. Local business elites enlisted the St-Henri city government and the cops to promote and expand rue Notre Dame through industrial promotion, expropriations and enforcement of various laws that tried to exclude certain groups of people from using public space.

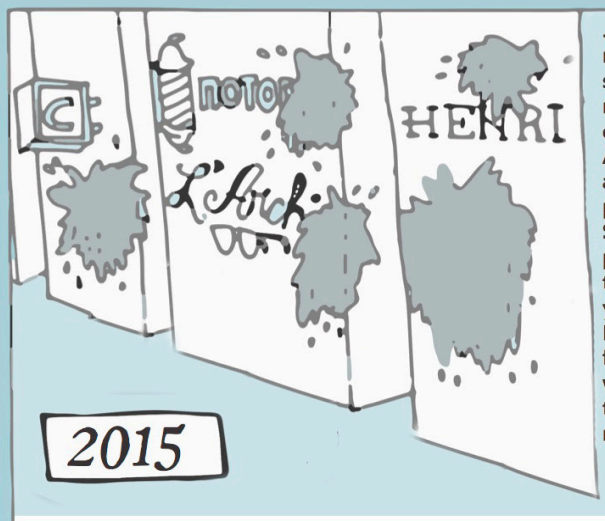


In short, they wanted to change the character of the neighbourhood.

These laws targeted sex works and street gangs in particular, and justified a greater police presence in the neighbourhood.

Local hero and weight lifter Louis Cyr was even brought onto the police force to help bolster the police's image in the area.

These laws were met with considerable resistance. In fact, one night Cyr tried to arrest a member of the Gang des Bleus, a local street gang, and was jumped by the arrestees comrades and beaten unconscious. Cyr resigned from the police force shortly thereafter. Today in St-Henri, we're still struggling against the yuppie businesses, the property owners, and the police, because they're all complicit in the systematic exclusion of 'undesirable' residents.

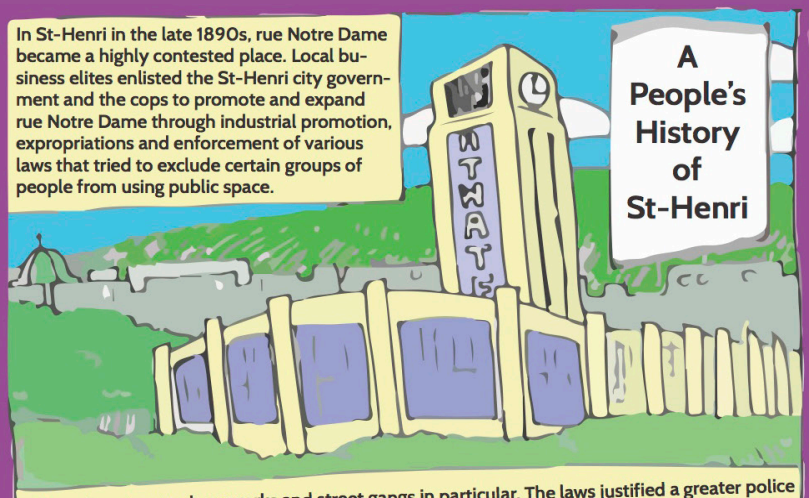


... Their presence raises rent, chases out affordable stores, and contributes nothing to the social needs of the neighbourhood. And what's more, there are even more police present to protect them! So, the resistance to the police and gentrification continues. In 2016, a yuppie grocery store on Notre Dame was looted for thousands of dollars worth of food, which was then redistributed in the neighbourhood.

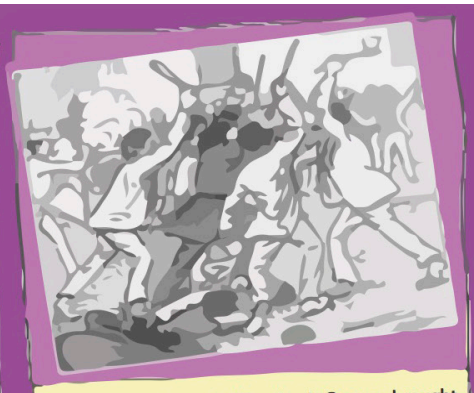
In response to the vandalism of his businesses, Corey Shapiro has asked undercover police to surveil L'Archive and Campanelli, and proposed to businesses on Notre Dame to hire private security. How ironic that Campanelli had a mural of Louis Cyr painted on their business! The mural has already been vandalized several times. The struggle of 1890 continues....

A People's History of St-Henri

In St-Henri in the late 1890s, rue Notre Dame became a highly contested place. Local business elites enlisted the St-Henri city government and the cops to promote and expand rue Notre Dame through industrial promotion, expropriations and enforcement of various laws that tried to exclude certain groups of people from using public space.



These laws targeted sex works and street gangs in particular. The laws justified a greater police presence in the neighbourhood, which was met with considerable resistance.



Local hero and weight lifter Louis Cyr was brought onto the police force to help bolster the police's image in the area. However, one night Cyr tried to arrest a member of the Gang des Bleus, a local street gang, and was jumped by the arrestees comrades and beaten unconscious. Cyr resigned from the police force shortly thereafter.

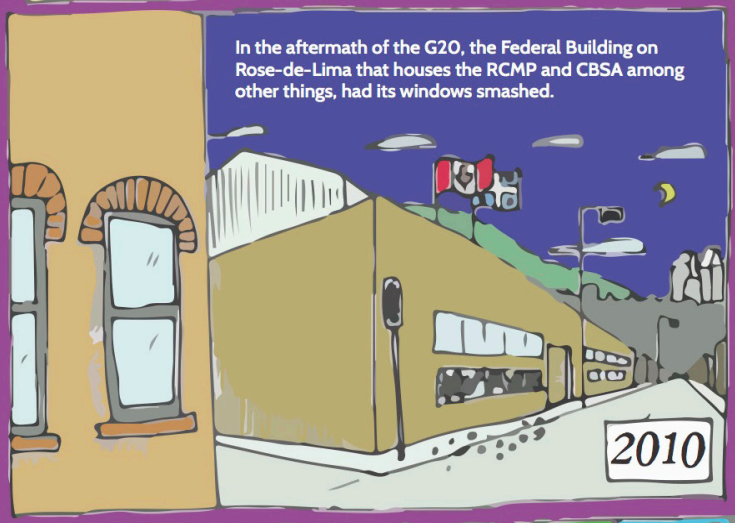
Fast forward to the 1990s and St-Henri is still contested terrain. With new condos going up in old factories, fancy coffee shops opening up on Notre Dame, and surveillance cameras popping up like flowers, the neighbourhood is also not changing without a fight.

Local organizations like POPIR have organized demos in support of social housing while groups like Mobilisation Turcot resist the latest round of expropriations related to the expansion of the 720 highway.

Political sabotage has also become a tactic in the neighbourhood fight against gentrification and the increased cop presence and surveillance that comes with it. This sabotage brings up questions that were prevalent n the 1890s about public space and what it is used for...

In the lead up to the annual Anti-Police Brutality Demo in 2009. 11 cop cars had their windows and computers smashed in Little Burgundy, the neighbourhood just west of St. Henri.

In the aftermath of the G20, the Federal Building on Rose-de-Lima that houses the RCMP and CBSA among other things, had its windows smashed.



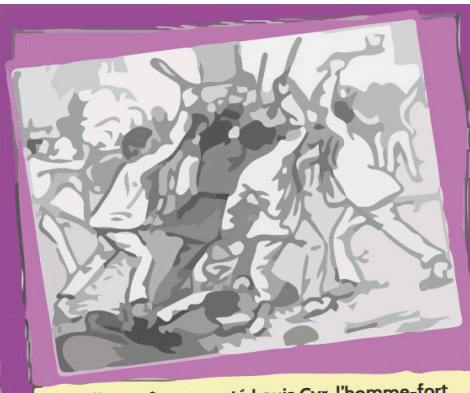
Since 2011, Cafe St-Henri on rue Notre Dame has been paint-bombed, graffitied and had its windows scratched with the words 'Yuppie Scum'.

The presence of yuppie stores raises rent, chases out affordable stores, and contributes nothing to the social needs of the neighbourhood. So, the resistance to the police and gentrification continues. In 2015, a group wearing masks undertook a joyous vandalism rampage, smashing the windows of several gentrifying businesses, including Notorious and Campanelli. In 2016, a yuppie grocery store on Notre Dame was looted for thousands of dollars worth of food, which was then redistributed in the neighbourhood.

Une histoire populaire de St-Henri

À St-Henri, vers la fin des années 1890, la rue Notre-Dame est un endroit très disputé. L'élite commerçante du coin fait appel aux autorités et à la police de la ville de St-Henri pour agrandir la rue et favoriser son développement industriel, les expropriations et l'application de divers règlements qui visent à priver une partie de la population de l'usage de l'espace public.

Ces règlements ciblent particulièrement les travailleuses du sexe et les gangs de rues de l'époque. Cette réglementation justifie une présence policière accrue, qui rencontre alors une résistance considérable.



La ville a même recruté Louis Cyr, l'homme-fort et héros consacré de St-Henri, pour donner à sa police une image forte. Malgré tout, une nuit où il tentait d'arrêter un membre du Gang des Bleus (une bande du coin), il s'est fait sauter dessus par les complices du prévenu et s'est retrouvé sans connaissance. Ça n'a pas pris bien longtemps avant que Louis Cyr ne lâche sa job.

Un siècle plus tard, dans les années 1990, St-Henri est toujours un lieu de dispute. Avec les condos qui remplacent les usines, la multiplication des commerces chics et des caméras de surveillances, la transformation du quartier ne se fait pas non plus sans escarmouches.

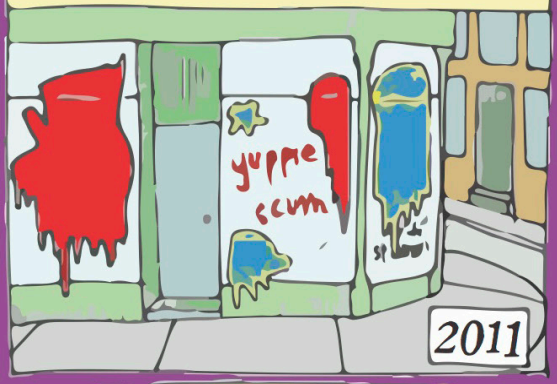
Des organismes locaux comme le POPIR organisent des manifestations pour le logement social tandis que des groupes comme Mobilisation Turcot résistent à la dernière vague d'expropriations prévues pour faire place au nouvel échangeur d'autoroute.

Apparaît aussi le sabotage politique comme tactique de lutte contre la gentrification du quartier et contre le renforcement de la présence policière qui vient avec. Ce sabotage soulève les mêmes questions qui se posaient déjà il y a cent ans par rapport à l'espace public et à son usage...

Dans la foulée de la Journée internationale contre la brutalité policière de 2009, 11 voitures de polices sont endommagées, fenêtres brisées et ordinateurs détruits. Ça se passe juste à côté de St-Henri dans la Petite Bourgogne.

Suite au sommet du G20 à Toronto, les édifices fédéraux qui hébergent la GRC et l'Agence des services frontaliers, sur Rose-de-Lima, ont également vu leurs fenêtres voler en éclats.

Depuis 2011, le Café St-Henri sur Notre-Dame s'est vu décoré de plusieurs graffitis anti-yuppies.



La présence des commerçants riches fait augmenter les loyers, chassent les commerces abordables, et ne contribue en rien aux besoins sociaux du quartier. Ainsi, la résistance contre la police et l'embourgeoisement continue. In 2015, un groupe portant des masques entreprit un joyeux saccage le long de la rue Notre-Dame Ouest en fracassant les vitrines de nombreux commerces gentrifiants. En 2016, des gens ont pillé pour des milliers de dollars dans une épicerie bobo de la rue Notre-Dame. La nourriture a ensuite été redistribuée dans le quartier.

Partie 2 – Les commerces

Quant aux entrepreneurs, certains ont flairé la bonne affaire. Les rues Ontario et Sainte-Catherine Est ont récemment été investies par des restaurants trendy […] »

Ce que la SDC veut

Le mythe : La SDC parlent de ceux qui écrivent l' « histoire de demain, (…) des commerces à saveur culturelle, à tendance écoresponsable, reflet d'une communauté artistique » (ancien site internet). Tout en faisant miroiter ce changement, on nous parle d'authenticité… c'est le tour de magie de la SDC, tout changer en restant authentique.

La SDC appelle de nouvelles entreprises à venir s'installer à Hochelaga. Elle veut « convaincre les nouveaux entrepreneurs à envahir les Promenades » par des « offensives ciblées ». Certainement pas n'importe quelle entreprise, la Société a des demandes très précises. Entre autres : Un Starbucks, un Aldo, un magasin de cupcakes, des restos-brunch, un Juliette et Chocolat, un centre de « hot yoga », un Yves Rocher, un Stokes pour Ontario; des entreprises de Web/design, des bureaux de comptables, des galeries d'art, des antiquaires, des showrooms de bijoux et des restos-chaines (Tim Hortons, Five Guys, etc.) pour Sainte-Catherine.

Évidemment, aucune mention des 3-4 restaurants déjeuners abordables de la rue Ontario qui ont disparu dans les dernières années (Michelle BBQ, Resto Davidson, Roi d'Ontario). Mais on ne veut pas que des entreprises du genre reviennent dans le quartier, on veut des Quoi de n'oeuf, P'tit cochon santé, Ben et Florentine pour reprendre leur place.

On sent dans la description de la rue Sainte-Catherine que la situation est difficile pour les commerces qui intéressent la SDC. « Compte tenu du contexte », il faut faire avec les « audacieux » qui se lancent en affaires dans le coin. On fait moins les difficiles quand le contexte ne le permet pas. On se satisfait de commerces qui vendent en ligne et ailleurs. Pour les pauvres de Sainte-Catherine, pas question d'avoir des commerces de proximité. Face à la situation évidente de désert alimentaire sur la rue Sainte-Catherine, entre Moreau et Pie-IX, la solution de la SDC : antiquaires, showrooms et comptables. Très « solidaires » et un gros 10/10 pour « l'entraide ».

C'est d'ailleurs très bien réussi. La rue Sainte-Catherine est maintenant un immense magasin à ciel ouvert de meubles en teck, galeries d'art contemporaines, magasins de cossins en chanvre bio, d'entreprises faisant affaire sur internet et d'artistes hipsters visant le starsystème. Vive le nouvel Hochelaga à saveur culturelle et écoresponsable.

Seul entre Pie-IX et Viau réside un peu d'espoir, puisqu'on y trouve des divertissements pour consommateurs aisés : Théâtre Denise Pelletier, des « restos en vue (Chez Bouffe, les Affamés, In Vivo) » et des artistes. Mention spéciale aux Affamés, commerce qui a le culot de s'appeler ainsi avec des tables d'hôtes à 37.50$, dans un quartier où la faim n'est pas disparue.

La SDC cherche aussi à ouvrir des nouvelles succursales d'entreprises qui fonctionnent déjà sur d'autres artères gentrifiées (Wellington, Fleury, Masson, etc). Dans cette partie du plan de développement, on oublie bien vite les blablas sur « l'unicité » et la volonté « distinctive ». « L'angle de communication : les Promenades Hochelaga-Maisonneuve, c'est l'emplacement idéal pour l'expansion de vos affaires. » L'idée de faire d'Hochelaga quelque chose de différent des autres quartiers gentrifiés c'est une bullshit pour attirer des nouveaux clients en quête d'originalité qui ne dépayse pas trop.

Pas un mot sur la question de produits abordables, de la disparition de commerces, sur les clientèles cible des nouveaux, les groupes communautaires, les écoles moisies. Juste des commerces trendy et des beaux parcs. Vraiment, face à un phénomène aussi rapide et violent que la gentrification à Hochelaga, il n'y a pas de remise en question de la part de la SDC. Aucune solution n'est proposée, puisqu'il ne semble pas y avoir de problème. On voit bien qu'ils s'en câlissent que les pauvres puissent manger, tant que leurs commerces prospèrent.

Ce que la SDC ne veut pas

Dans la section « le Quartier » sur l'ancien site internet de la SDC, on nous résumait les « projets les plus importants », pour avoir une « qualité de vie saine et un environnement commercial des plus attrayants. » Ces projets sont : la Place Valois, les projets immobiliers « s'adressant à une clientèle de jeunes professionnels ayant des revenus élevés », de la reconversion de bâtiments industriels en bureaux.

Ce sont des gens du marketing qui cherchent à attirer une espèce de clientèle, creative class, nouvelle famille, à coup de pubs débiles vantant le Marché Maisonneuve comme un paradis perdu[1].

La SDC, dans son auto-promotion, essaie de faire preuve d'auto-critique. Elle relève donc les « points négatifs » des ces deux artères. Sur Ontario, c'est les anciens magasins, « aux vitrines peu engageantes », les dépanneurs et « magasins d'escompte », les magasins de vêtements « peu attractifs » qui la dérangent, bref les endroits où les pauvres magasinent. Sur Sainte-Catherine, c'est la prostitution, perçue comme un phénomène qui « ternit l'image » et non comme un problème social, vécu en premier lieu par les principales intéressées. On pousse l'idée encore plus loin, en affirmant que serait une bonne idée « d'interdire les inscriptions manuscrites et la juxtaposition d'affiches ». On cherche à créer un quartier liché, aseptisé, où tout est construit en fonction de sa présentabilité. On cherche à faire de la rue Ontario un lieu touristique foodie ou quelque chose du genre, un Disneyland de la consommation responsable et hype. Décidément, la gentrification c'est l'avènement d'une société du spectacle de la gauche caviar (ou gauche brouepub c'est selon).

Tout ça, pour augmenter le « sentiment de sécurité » dans le quartier à coup de fric, à coup de flics. C'est selon eux, un des principaux facteurs de décision de son choix de quartier. Encore cette idée de garder les résidents (lire ici : ceux qui comptent, ceux qui arrivent avec de l'argent) dans le quartier. C'est le but de toute l'entreprise gentrificatrice de la SDC. Parce que oui, dans ce plan, tous les résidents ne sont pas sur le même pied d'égalité.

HOMA, LE QUARTIER DES POSSIBLES… POUR EUX.

Partie 3 – La figure des «résidents»

Au début du plan de développement, les résident.e.s du quartier sont divisés en deux classes : « Les jeunes arrivants ouverts aux initiatives communautaires et créatives (….) qui privilégient les commerces de proximité (…) qui côtoient des gens moins nantis (…) à la recherche de bas prix. » « Cette confrontation des différents profils de résidents est la source des accusations d'embourgeoisement du quartier et crée un défi de taille quant au mix commercial adéquat sur les deux artères. » C'est le seul moment dans tout le document où l'on nous parle de mixité, de gentrification et de bas prix. Après, l'emphase est mise sur cette première classe de résident.e.s et leurs besoins commerciaux. Comme quoi le double discours ne reste pas longtemps.

Déjà, la distinction entre ces deux classes de résident.e.s est biaisée. Est-ce que la SDC croit vraiment que les gens moins nantis n'aiment pas les commerces de proximité? Peut-être juste qu'ils ne sont pas abordables, vos commerces de proximité. Reste que la population autour de la rue Sainte-Catherine entre Moreau et Pie-IX n'en a pas d'épicerie proche, pendant que les résident.e.s des condos autour de la place Valois en ont deux. Qui pensez-vous utilisent les ressources communautaires, les jeunes arrivants créatifs? On essaye ici de créer une distinction entre des bon.ne.s résident.e.s ouverts sur le monde et des mauvais résident.e.s pauvres qui ne cherchent qu'à acheter cheap.

C'est en « optimisant l'image [du quartier] » que la SDC cherche à créer un « sentiment d'appartenance et de fierté » pour « séduire les résidents à long terme, à les attacher émotivement au quartier ». Sauf qu'à chaque fois que le mot « résident » est utilisé, c'est des nouveaux et nouvelles résident.e.s qu'on parle, ceux avec un fort pouvoir d'achat et un capital culturel (avec des bons goût et des connaissances). Ici, les « résidents qui partent », qu'on essaye de faire rester par des affiches de chiens en skateboard, ne sont pas les pauvres expulsés du quartier à cause des loyers élevés, les junkies ou les prostituées habitant le quartier. Il est assez clair que tout le long du document, ceux là ne sont pas considérés comme des « résidents » ou du moins, pas si importants que ça. On veut garder les bon.ne.s résident.e.s, ceux qui consomment, qui vont au Théâtre, qui mettent des hashtags partout.

La prostitution est vue comme un problème d'image et de sécurité, qui ternit la réputation d'Hochelaga. Sécurité des « résidents » bien sûr. On n'y parle pas de la détresse, des nécessités sociales, bref de comment améliorer leur situation. Encore une fois, la prostitution est mise en opposition avec les « résidents », comme si les déclassés n'étaient pas eux aussi des résident.e.s du quartier. Un genre de nouvel organisme appelé « Hochelaga pour tous » commence d'ailleurs une vaste entreprise de nettoyage social, au nom de la mixité et des familles, sous le couvert de la sécurité des travailleuses

du sexe. Comme quoi, on fait toujours ça dans l'intérêt de tous, lorsqu'on s'attaque aux pauvres. Mais vraiment, ils en ont rien à foutre de la sécurité de qui que ce soit d'autre qu'eux-mêmes. Il faut faire disparaître les « problèmes » du quartier, ils nuisent à la revitalisation.

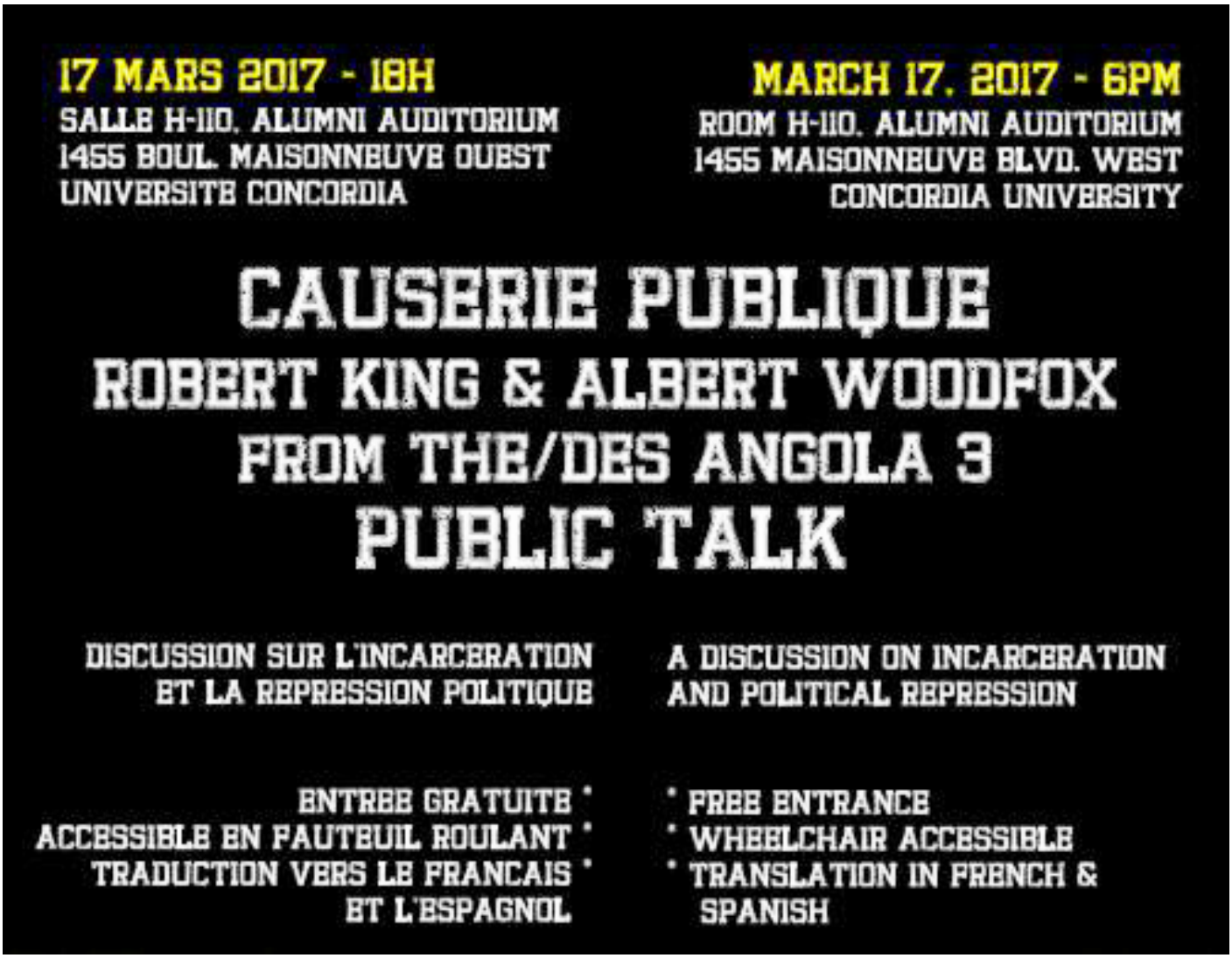
Dans un élan de pragmatisme, la SDC nous dit qu'à Hochelaga, il faut « faire avec la réalité sociale », comme un boulet qu'on traîne. On sent une certaine fierté à se montrer lucide, mais finalement, on considère la « réalité sociale » (la pauvreté, la criminalité, la prostitution, la toxicomanie, etc.) comme une dure réalité au travers de laquelle on essaye malgré tout de trouver les possibilités de voir les « affaires fructifier ». Le côté marketing et entreprenarial de la SDC transparait dans tout le document. Dans le but de voir son plan mis en place, on nous parle de partenariat d'affaires pour conduire une « offensive » avec : la Fondation de l'entrepreneurship, la Jeune chambre de commerce de Montréal, Chambre de commerce de l'Est de Montréal, BNI Québec, tous connus pour leur « solidarité » et leur « entraide »…

Après les entrepreneurs et les showrooms, le plan de développement tire une conclusion du genre « tout le monde il est gentil dans HOMA ». « Beaucoup de détaillants ont identifié l'entraide et la solidarité comme valeurs fortes du quartier. » Mais l'entraide de qui? À part la petite mention où les liens avec les groupes communautaires « sont les bienvenus », on comprend que « faire avec la réalité sociale » ne veut pas dire grand chose d'autre qu'attendre que les pauvres et les nuisibles partent.

Les liens entre la SDC et les groupes communautaires sont tellement faibles, que la Société de Développement Commercial donne les fonds amassés durant Noël depuis 3 ans à l'organisme Nouvel Horizon, un organisme évangélique, homophobe et anti-avortement, qui ne s'implique pas dans le quartier[1]. Avec l'arrivée de cette nouvelle, la connaissance qu'a la SDC du quartier et de ces acteurs sociaux est remise en question.

Dans le plan de développement, on n'y parle pas des groupes qui travaillent dans le quartier pour aider réellement les gens dans la misère comme Dopamine, le Pavillon d'éducation populaire, le Jojo Dépannage, le Chic Resto Pop, etc. On préfère nous dire à quel point le restaurant les « Affamés » réussit à faire de l'argent, pendant que les vrais-faux résident.e.s ont toujours faim.

On l'attend toujours, leur solidarité et leur entraide…



« Je ne suis pas raciste, mais... »

Par Will Prosper
Documentariste, fondateur et porte-parole du mouvement citoyen Montréal-Nord Républik

Le 7 avril sur les ondes de CHOI FM, l'animateur de radio André Arthur, qui n'en est pas à ses premiers propos controversés, a déclaré que selon lui, Haïti est un pays « sans avenir, peuplé de voleurs, inventeur du sida ». Ses propos racistes faisaient aussi suite à une avalanche de commentaires xénophobes, particulièrement via la section des médias web du Québec, après la mort le 4 avril de Jean-Pierre Bony, Haïtien d'origine tué par une balle de plastique tirée à la tête par un policier de Montréal lors d'une perquisition.

Il faut savoir qu'au Québec, dès qu'on ose faire allusion au spectre du racisme, on vous accuse immédiatement de faire du « Québec bashing » ou de jouer à la victime.

Nous semblons collectivement plus enclins à nier aveuglément son existence plutôt que d'être fier d'amorcer un dialogue afin de développer des outils pour lutter contre celui-ci. Il aura fallu plus de 10 ans de discussions et de tergiversations en Ontario pour que le gouvernement crée il y a quelques semaines l'Anti-Racism Directorate (Bureau antiracisme) qui ne règle pas tout, mais qui au moins reconnaît l'existence du racisme et de ses conséquences sur une grande partie de la population.

Il va de soi que le Québec ne détient pas le monopole de la xénophobie, mais la culture du déni semble être une drogue puissante dans le royaume du «Je me souviens».

Déni, car au Québec, maintes études et recherches font état de la discrimination et du racisme, mais elles sont rapidement reléguées aux oubliettes. Et pourtant, des citoyens sont littéralement prisonniers de notre insouciance collective à briser les chaînes d'une post-colonisation qui se perpétue à travers nos générations.

Plusieurs d'entre nous s'offusquent, avec raison, du profilage policier que subissent les Afro-Américains. Cependant, ce que réfléchit notre propre miroir n'est pas très reluisant, comme en fait foi l'étude réalisée par le CREMIS en 2010. Celle-ci révélait que «les jeunes Noirs de Montréal étaient deux fois plus susceptibles que les jeunes Blancs d'être arrêtés par la police, un taux pire qu'aux États-Unis».

Après avoir nié l'existence du profilage racial de la part de la police, un rapport interne du SPVM coulé à La Presse en 2010 a pourtant démontré, entre autres, que « dans les quartiers sensibles du nord de la métropole, environ 40 % des jeunes hommes noirs ont été soumis à au moins un contrôle d'identité en 2006 et en 2007, contre seulement 5 % à 6 % des Blancs ». Un jeune en train de fumer de la marijuana ou de vendre de la drogue dans l'espace public a ainsi 7 fois plus de chances s'il est Noir que s'il est Blanc d'être surveillé et d'être arrêté par la police.

Le plus alarmant, comme l'indique une étude réalisée par l'université McGill, c'est que le premier facteur déterminant une plus grande présence policière dans une ville n'a rien à voir avec le taux de criminalité qui y sévit, mais dépend uniquement du nombre de minorités racisées et de populations autochtones qui y vivent. Ces décisions de nos élites politiques non seulement entérinent que la répression policière est justifiée du seul fait de la race, ce qui en soit rend légitime la violence envers les communautés racisées, mais en plus, elles ne peuvent faire autrement que de judiciariser et d'incarcérer massivement des citoyens principalement à cause de la couleur de peau.

« Dans les quartiers sensibles du nord de la métropole, environ 40 % des jeunes hommes noirs ont été soumis à au moins un contrôle d'identité en 2006 et en 2007, contre seulement 5 % à 6 % des Blancs ».

D'ailleurs, en 2013, le rapport de l'enquêteur correctionnel Howard Sapers révélait qu'au cours des dix dernières années, la population carcérale autochtone a augmenté de 46,4 % ; celle des Noirs, de 80 % ; tandis que celle des femmes a plus que doublé, particulièrement celle des femmes autochtones.

Paradoxalement, seule la population des hommes blancs a décliné de manière significative, et cela, même si son taux de criminalité est similaire à celui de tous ces groupes.

Sommes-nous dans une société qui produit un racisme systémique tel que l'interprète le Barreau du Québec et qui consiste en «la production sociale d'une inégalité fondée sur la race dans les décisions dont les gens font l'objet et les traitements qui leur sont dispensés. L'inégalité raciale est le résultat de l'organisation de la vie économique, culturelle et politique d'une société »?

Savez-vous qu'au Québec, si vous adoptez un enfant noir et un enfant blanc du même âge et que vos deux enfants obtiennent le même diplôme universitaire de deuxième cycle, l'un d'entre eux gagnera en moyenne 28 000 $ de plus que l'autre ? Devinez lequel ?

Selon l'étude de l'université McGill citée plus haut, l'enfant caucasien, même sans diplôme de secondaire, aura plus de chances de se trouver un emploi que le Noir avec un diplôme universitaire.

Bien que notre société défriche les territoires en obtenant des immigrants plus diplômés que la moyenne de la population québécoise, une récente enquête menée par Radio-Canada révélait qu'il manque 25 000 employés issus des minorités racisées dans les organismes publics du Québec, et cela, en vertu de l'article 3 de la Loi sur la fonction publique, qui stipule que l'effectif des ministères et des organismes publics doit refléter la composition de la société québécoise.

Malgré cette loi, une société d'État, soit le fleuron qu'est Hydro- Québec, et qui ne compte que 312 personnes racisées sur un effectif de 20 000 employés, n'a même pas l'intention d'instaurer une politique contre la discrimination raciale. Cette proportion représente 1,56 % de sa main-d'œuvre alors que, selon Statistique Canada (2011), les minorités racisées comptent pour 11 % de la population québécoise.

Le plus inquiétant est que cette discrimination débute avant même le délit de faciès, car les noms à consonance d'origine canadienne française tels que Tremblay ou Bolduc ont 60 % plus de chances d'être invités à un entretien d'embauche qu'un Traoré ou un Ben Saïd, selon le sociologue Paul Eid.

Les postes de haute hiérarchie de notre société ne font pas exception dans la fonction publique du Montréal métropolitain, puisque seulement 5,9 % de minorités racisées les détiennent en 2011-2012, alors qu'elles constituent 30 % de la population montréalaise. De plus, malgré ce pourcentage élevé sur l'île de Montréal, seulement 4 élus sur 103 sont issus des minorités racisées. Les chiffres ne sont pas plus reluisants au niveau provincial, avec seulement 5 députés issus des minorités racisées sur 125. De ce nombre, les Premières Nations sont complètement exclues.

Le secteur privé ne fait guère mieux. Les minorités racisées occupent seulement 2,6 % des postes de haute direction et de conseils d'administration. Ce sont les femmes qui écopent davantage : elles occupent seulement 0,4 % de ces postes comparativement à 15,1 % pour les femmes blanches.

Les femmes des minorités racisées sont souvent doublement, voire triplement discriminées. Prenez l'exemple des femmes immigrantes qui sont plus scolarisées que les femmes nées au Québec, avec 60 % d'entre elles détenant un bac, comparativement à 35 % des femmes nées ici : paradoxalement, elles ont un taux de chômage deux fois plus élevé.

Des voix, provenant de quelques médias écrits et radio, revendiquant une plus grande diversité sur les écrans québécois se sont dernièrement fait entendre, avec raison. Cependant, je vous mets au défi de trouver un nombre plus élevé que les doigts de votre main de journalistes permanents issus de minorités racisées et faisant partie des trois principaux médias écrits francophones. Idem pour les radios les plus populaires aux heures de grande écoute. Vous ferez le même triste constat. Alors, ne faut-il pas s'étonner d'obtenir peu d'opinions diversifiées, par exemple concernant un débat tel que celui du blackface qui, dans les médias, s'est déroulé en grande majorité de Blanc à Blanc sur une question affligeant les Noirs ?

Malheureusement, quand les minorités racisées sont présentées dans les médias, c'est le plus souvent pour relater des sujets de controverse ou pour les présenter dans des rôles stéréotypés. Cela a pour effet d'accentuer des « croyances inadéquates, ne favorisant pas l'insertion des immigrants et alimentant une attitude de méfiance chez les natifs ».

L'illustration parfaite de ces sujets de controverse alimentés par les médias est le déclenchement de la commission Bouchard-Taylor en 2007. Le tollé soulevé par les médias à propos d'une poignée réellement infime de cas touchant ce qu'on définissait comme des « accommodements raisonnables » a soulevé l'ire de plusieurs personnes appartenant au groupe ethnique des Québécois d'origine canadienne française, qui ont exigé du gouvernement Charest et obtenu en février 2007 la création d'une commission. Le rapport rédigé par les commissaires Charles Taylor et Gérard Bouchard a même conclu qu'il n'y avait « pas vraiment de problème concernant la pratique des accommodements raisonnables au Québec. Il y a une crise des perceptions ».

Ce processus de réflexion est, selon moi, sain pour une société qui évolue. Toutefois, je m'interroge quand nous disons vouloir défendre nos valeurs de liberté et d'égalité. Pourquoi alors acceptons-nous que d'autres, puis que nos propres concitoyens, soient aux prises avec des inégalités remarquables et une restriction de leurs libertés, sans que cela ne soulève une vague d'indignation ?

Où se cachent donc ces valeurs fondamentales dont nous nous réclamons à cor et à cri? Force est de constater que nous semblons croire qu'ici, ces valeurs sont l'apanage, sinon le privilège exclusif, des canadiens d'origine française, et qu'elles ne sauraient valoir pour d'autres qu'eux.

Une société qui se dit juste et équitable pour l'ensemble de ses citoyens devrait s'indigner de faits aussi honteux et dégradants, qui témoignent d'une discrimination systémique au sein de sa propre société, une discrimination d'une ampleur telle qu'elle appauvrit économiquement, humainement et systémiquement des minorités racisées ; une discrimination qui les profile, les judiciarise et les criminalise.

Des gens, que l'on écarte des postes de pouvoir, que l'on dévalue et que l'on exclut dans les médias. Tout cela se fait en notre nom, à même nos taxes, par nos gouvernements et par tout un chacun... et nous cautionnons ce racisme systémique, alors que nous devrions tous être rongés par la honte.

Et le vrai scandale demeure notre silence collectif.

Je ne vous dirai pas que les Québécois sont racistes. Après tout, un sur cinq d'entre eux vous le diront eux-mêmes en se déclarant ouvertement raciste dans un sondage réalisé par la firme Léger en 2015. D'ailleurs, en 2007, cette même firme avait sorti des chiffres similaires : 16 % des gens s'affirmaient fortement ou moyennement racistes, mais 43 % des répondants admettaient être légèrement racistes. Ce sont donc 60 % des Québécois d'origine canadienne française qui reconnaissaient être racistes en 2007.

Comme pour les accommodements raisonnables, où sont les médias et la population pour réclamer une commission et exiger des réformes pour combattre cette discrimination systémique ?

Comment est-ce possible que nous en soyons encore à la dénoncer alors que tout cela devrait être en place depuis belle lurette ? N'avons-nous pas une Protectrice du citoyen, des institutions, une charte des droits et libertés, et des politiciens pour combattre de telles injustices ?

Il est impératif que je salue la bravoure, le courage, le combat et la résilience des femmes et des hommes racisés et autochtones, qui chaque jour subissent ces injustices et s'organisent pour les combattre. Comme eux, je suis de la race des humains, avec toutes ses belles couleurs. Je me dis que nous ne sommes pas seuls dans cette lutte, mais crisse que certains trottent haut avec leurs œillères tricotées serrées, bien drapés dans leurs privilèges monochromes !

Le Taser tue! Un poing c'est tout!

Différentes sortes de pistolets

Il existe une grande variété de pistolets à décharges électriques : le Taser classique, qui se vend à différents niveaux de voltages; le Shocker qui se vend sous différentes formes et qui envoie une décharge électrique entre 2,000,000 et 3,500,000 volts; le iPhone Taser qui envoie une décharge entre 2,400,000 et 5,000,000 volts (c'est un téléphone……..); le Taser Lampe de poche à 2,000,000 volts; la bague Taser à 2,000,000 volts; le poing américain Taser à 2,000,000 volts; la matraque Taser à 800 000 volts et il y a même une catégorie spéciale pour les femmes avec un Taser de couleur rose, ou bien encore en forme de rouge à lèvres[1]!! Et ceci n'est que pour nommer quelques-uns d'entre eux.... Ici à Montréal, le SPVM se sert d'un Taser X2 qui envoie une décharge de 2000 volts par secondes et qui doit être utilisé pendant 5 secondes selon sa réglementation; donc si on fait le calcul la personne reçoit au total 10 000 volts de décharge. L'information nous est manquante quant à savoir quelle sorte de pistolets à décharges électriques utilise le SPVQ, mais nous doutons que ça doit être le même modèle que celui du SPVM. Une formation obligatoire de 3 jours est donnée à l'école de police pour apprendre aux flics à se servir de cet outil meurtrier… 3 jours !!!! 3 jours de formations pour avoir une arme meurtrière entre les mains, c'est complètement ABERRANT.

Chiffres

À Québec, le SPVQ compte 44 Tasers au total; à Montréal le SPVM en possède 75, Toronto en compte 600, 400 à Ottawa, 200 à Vancouver, 168 à Calgary, 2700 à New York et 1400 à Chicago! Et le nombre d'utilisations pour Québec est de

1 http://www.bombe-lacrymogene.fr/7-taser-shocker-matraque-electrique

35 utilisations en 2012, 32 en 2013, 25 en 2014 et 47 en 2015. Du côté de Montréal, les flics du SPVM auraient utilisé le pistolet à 32 reprises entre 2008 et 2010, en 2013 34 fois, en 2014 61 fois et en 2015 82 fois! Nous pouvons donc constater que l'utilisation du Taser est de plus en plus fréquente chez nos bourreaux militarisés. D'année en année plus de ces machines rentrent dans l'artillerie des flics.

Le Taser, une arme « non létale » ?

Les différents services de police se défendent à dire que le pistolet à décharge électrique est une arme non létale. Peut être qu'ils réussissent à en duper quelques uns-es avec ces conneries, mais la vérité et la réalité sont tout autre!! Le Taser tue! C'est indiscutable! Et surtout si la personne qui reçoit une décharge de la sorte et qui a un problème de santé au niveau cardiaque ou au niveau des poumons, c'est pratiquement une mort garantie. Il y a eu plus de 500 décès par le Taser en Amérique du Nord depuis sa création selon un rapport d'Amnistie Internationale.

Quilem Registre a été tué par le Taser à Montréal en 2007 après avoir reçu 6 décharges électriques en moins d'une minute (soit l'équivalent de 300 000 volts); Robert Dziekanski est mort le 14 octobre 2007 à l'aéroport international de Vancouver, après avoir reçu deux décharges de 50 000 volts d'un pistolet Taser; Donald Ménard a subi le même sort en novembre 2013 avec non moins de 15 décharges électriques qui paralysent instantanément le système nerveux; Aron Firman est décédé suite au Taser en 2010 à Collingwood en Ontario; En mars 2009, aux États-Unis, un gamin de 15 ans est mort suite à une décharge de 50 000 volts; En août 2013 à Miami, un jeune de 18 ans a perdu la vie à l'hôpital suite à une décharge de Taser reçue; En février 2015, toujours aux États-Unis, une détenue de 37 ans est décédée d'un arrêt respiratoire suite à la réception de plusieurs décharges électriques.

À 500 décès, cette triste liste pourrait se continuer sur plusieurs pages, mais le but aujourd'hui est de dénoncer l'utilisation du Taser que le SPVQ a appliqué envers un gamin de 9 ans. Ceci est un manque de jugement outrageant de la part des flics. La police se défend toujours en disant que le Taser est une bonne alternative au gun. Mais ce que nous voulons ce n'est pas une alternative; ce que nous voulons c'est le désarmement COMPLET de la police; ce que nous voulons c'est l'arrêt complet de la militarisation des corps policiers; ce que nous voulons c'est l'arrêt de l'impunité policière. Toute cette histoire aurait eu une tournure différente si déjà les flics étaient mieux formés-es lorsqu'ils-elles se retrouvent devant une personne en crise (peu importe l'âge), et si les flics n'avaient pas eu d'armes sur eux-elles. Stéphane Berthomet, ancien flic de France rendu à Montréal en tant « qu'expert en opération policière » raconte dans son livre « enquête sur la police » qu'en France, il a déjà fait face à des personnes en crise armées d'un couteau et que les flics réussissent à maîtriser ce genre de personne à l'aide d'une serviette et c'est tout!

Pensez-y bien la prochaine fois que la police vous sortira l'argument que le Taser n'est pas une arme létale.

Le COBP

The Taser, a "Non lethal weapon" ?

Different kinds of pistols

There are a variety of electric shock guns: the classic Taser, which is sold at different levels of voltages; The Shocker is selling in different forms and sends an electrical discharge between 2,000,000 and 3,500,000 volts; the Iphone Taser sends a discharge between 2,400,000 and 5,000,000 volts (it is a phone ...); Taser flashlight 2,000,000 volts; Taser ring 2,000,000 volts; the brass knuckles Taser 2,000,000 volts; Taser baton 800 000 volts and there is even a special category for women with a pink Taser, or even in the form of lipstick[1]!! And this is just to name a few of them .... Here in Montreal, the SPVM uses a Taser X2 which inflict a 2000 volts shock. Information is missing as to what kind of gun taser the SPVQ uses but we think that is probably the same model as the SPVM. A mandatory 3-day training is given to the police academy to teach cops to use this deadly tool... 3 days !!!! 3 days of training to have a deadly weapon in the hands is completely ABERRANT.

Numbers

In Quebec City, the SPVQ has 44 Tasers in total; in Montreal SPVM has 75, Toronto has 600, 400 in Ottawa,200 in Vancouver, 168 in Calgary, 2700 in New York and 1400 in Chicago! The number of use for Quebec is 35 in 2012, 32 in 2013, 25 in 2014 and 47 in 2015. On the side of Montreal, the SPVM cops would have used the gun 32 times between 2008 and 2010, 34 times in 2013, 61 times in 2014 and 82 times in

1 http://www.bombe-lacrymogene.fr/7-taser-shocker-matraque-electrique

2015! We can see that Taser use is becoming more common by our militarized executioners. Year by year more of these machines come under artillery of cops.

The Taser, a ''Non lethal weapon'' ?

The various police services defend themselves saying that the electric shock gun is a non-lethal weapon. Maybe they manage to fool some people with that crap, but the truth and reality is other than what they claim !! The Taser kills! It is indisputable! And especially if the person receiving a discharge of that kind has a health problem at the cardiac level or in the lungs, it is virtually guaranteed death. As an Amnesty International report, there have been over 500 deaths by tasers in North America since its creation.Quilem Registe was killed by Tasers in Montreal in 2007 after receiving 6 electric shocks in less than a minute (or the equivalent of 300,000 volts); Robert Dziekanski died on October 14 2007 at the Vancouver International Airport, after receiving two shocks of 50,000 volts from a taser; Donald Menard suffered the same fate in November 2013, with no less than 15 electric shocks paralyzing the nervous system; Aron Firman died in 2010 in Collingwood, Ontario; In March 2009, United States, a 15 year old boy died from a 50,000-volt discharge; In August 2013 Miami, a 18 year old died in hospital after a receving a Taser discharge; In February 2015, still in the United States, an 37 years old inmate died of respiratory arrest after receiving several electrical discharges.

500 deaths, this sad list could continue for several pages, but the goal today is to denounce the use of the Taser that the SPVQ applied to a 9 year old boy. This is an outrageous lack of judgment by the cops. Police are still defending themselves saying that the Taser is a good alternative to the gun. But what we want is not an alternative; what we want is the FULL disarmament of the police; what we want is to completely stop the militarization of police forces; what we want is to stop police impunity. The whole story would have had a different turn if the cops were already better trained when they find themselves in front of a person in crisis (regardless of age), and if the cops had no weapons on them. Stéphane Berthomet, former cop of France, went to Montreal as an 'expert in police operation' recounts in his book 'investigating police', that he already faces armed people in crisis with a knife and the cops manage to control these kind of people with a towel and that's all!

Think about that the next time the police gets out the argument that the Taser is not a lethal weapon

COBP

Semaine contre la brutalité policière 2017

9 mars 19 h: Causerie «Le COBP: Au-delà de la manifestation du 15 mars» et lancement du journal État policier. Dira 2035 blv. St-Laurent 3e étage. Gratuit. Organisé par le COBP et Dira.

10 mars 20 h: Show punk avec Ordures ioniques, Gerbia, Apostoloi, Résistance, Dissidence. Katacombes 1635 blv. St-Laurent. 7$. Organisé par Bobette production.

11 mars 21 h: Show punk avec Ripcordz, Viva bertaga, Idiocrates, Shootin' blanx, Mauvaise conduite. The fatal venue. 5$. Organisé par Bobette production.

12 mars 19 h: Soirée projection et lancement de la brochure contre les prisons. Déferle 1407 rue Valois. Gratuit. Organisé par Projections insurgés et le COBP.

14 mars 18 h 30: Soirée projections. Ceda 2515 rue Delisle. Gratuit. Organisé par Projections insurgés.

15 mars 14 h 30: Éducation populaire – Rassemblement contre la répression policière et le nettoyage social devant le PDQ23 (4555 rue Hochelaga). Rendez-vous au BAILS à 14h30 ou 15h devant le PDQ23. Organisé par le comité action du comité Bails.

15 mars 17 h: Pique-nique 5@7 avec musique, bouffe et prise de parole. Place Valois (coin Ontario et Valois). Gratuit. Organisé par SOS itinérance.

15 mars 19 h: Manifestation annuelle contre la brutalité policière. Place Valois (coin Ontario et Valois). Organisé par le COBP.

17 mars 18 h: Causerie publique avec 2 militants Black Panthers et ex-prisonniers de la prison d'Angola aux USA. Université Concordia (Auditorium H-111 de l'édifice Henry F. Hall). Gratuit.

Les agresseurs-es sexuel-elles ne sont pas les bienvenus-es dans aucuns évènements

“GARDIENS DE LA SOCIÉTÉ”

C’est tu trop demander d’garder ton gun caché,
C’est tu trop demander de ne pas lever juste parce que tu t’sens en danger
C’est tu trop demander d’pas lui sauter d’ssus dès qu’il fait un mouvement
Pas assez intelligent pour ton non sens de raisonnement
Alors qu’il allait donner un dernier calin à son enfant
Mais tu ne lui a pas laissé le temps
Ceux qu’on devrait appeler gardiens d’la société
On peut juste les appeller meurtriers
À quoi ça sert un diplôme quand on shoote sur des vrais diplômés
Les seuls attentats qui devraient s’passer
C’est dans les postes de police du quartier
Pour leur montrer c’que vous vivez,
En tant que jeune, j’rape pour tous les jeunes morts
Vous n’avez jamais tort faudrait peut-être réviser vos façons d’accusations.
Et si on vous shootait au moindre mouvement violent,
Esti la police ne serait plus vivante
On s’demande pourquoi le gouvernement vous a choisis
Entre les coups d’batons, les balles qui partent entre tes omoplates
Qu’est ce que tu veux faire, elle vous a déclaré la guerre
J’ai pas encore fini vous savez pas ma colère
La police toute une esti d’bande de racistes, pas mieux l’un que l’autre..
On s’entend tu que dans le conflit s’toi qui a l’arme,
Lui y’a juste ses larmes, reflétant ses enfants et sa femme
Chaque année la même chose, rien n’a bougé,
Vous restez toujours bouche-bée en laissant échapper un petit désolé
Alors que vous venez de faire disparaître un être
Le regretter oh ben non ça serait trop demander
La police un handicap d’notre société
Pa Pa dans un handicapé!
Espèce d’enfoiré tu pensais quand même pas qu’il allait t’écraser!
Chaque soir la police fait une réunion de kkk
S’qu’on entend le lendemain matin tatata.. Un autre en moins
On en avait pas besoin, hein, agent Lapointe
C’est pas toi que je pointe, non, vous êtes tous pareils
J’te rappelle juste l’affaire Villanueva
Parce que ça retombe jamais sur les blancs, hein
On dirait que vous aimez pas juste les immigrants, hein
Ou quand il y’en a pas assez à utiliser, vous venez les chercher
Ce regard sans espoir que tu fais quand t’appuie sur la gâchette
C’est pas comme si tu jouais aux fléchettes hein
On s’demande à quoi vous jouiez, petits,
Sûrement à des choses de psychopathe,
Parce que c’est pas rien shooter sur un gamin sans empathie,
Tu viens d’enlever une vie.

Ash_illz

QU'EST-CE QUE LE COBP ?

Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) est un groupe autonome qui regroupe des personnes victimes, témoins et/ou concernées par la brutalité policière et tout abus perpétré par la police. Le collectif a vu le jour en 1995, par un comité de défense pour les personnes arrêtées suite à une manifestation contre Human Life International, un groupe d'extrême droite. Face à l'ampleur de la répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP a décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière.

Le COBP a pour but non seulement de dénoncer les harcèlements, violences, intimidations, arrestations et abus de pouvoir policiers et d'informer les gens sur leurs droits face à la police, mais aussi de soutenir les victimes en les aidant par exemple à porter plainte en déontologie et à faire face à des accusations abusives.

Nous dénonçons les abus policiers commis au Québec. Nous avons aussi publié plusieurs brochures notamment sur la police de quartier, la police secrète et l'espionnage politique, et sur « La vaste escroquerie de l'antiterrorisme canadien ». Depuis 1998, nous avons diffusé environ 45 000 copies en français, anglais et espagnol du livret « Surprise ! On a des droits ?! », entre autres à la demande de groupes communautaires qui travaillent avec des gens de la rue un peu partout à Montréal et ailleurs au Québec. Nous faisons également de la recherche, des archives et des banques de données.

Le COBP fait régulièrement des ateliers d'information et de discussion sur les droits et les abus policiers, disponibles sur demande. Nous faisons aussi du Copwatch, documentant les agissements de la police dans les rues à l'aide d'une caméra vidéo et d'appareils photo, en prenant en note les noms des policiers, matricules, numéros d'auto-patrouille, ce qu'ils ont dit et fait, etc.

Nous organisons des spectacles bénéfices et des conférences. Nous vendons pour nous financer des T-shirts, macarons, patches et « Compiles Anti-Flic ». Nous avons un site internet sur lequel nous publions et archivons de l'information sur les abus policiers, sur nos droits et sur les activités du COBP et autres groupes impliqués contre la brutalité policière.

On peut nous rejoindre en laissant un message sur notre répondeur à (514) 395-9691

ou par email à cobp@riseup.net

Site web : https://cobp.resist.ca/

COBP